

**Etude sur
les Investissements
Directs Etrangers
à Madagascar**

Cette étude sur l'investissement étranger à Madagascar a été faite par l'équipe d'analystes de l'INSTAT.

Cette équipe a été dirigée par :

M. RAVELOMANANTSOA Paul Gérard, Directeur Général de l'INSTAT

M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques

Les analystes :

M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques

M. RAJAobelina Jimmy, Ingénieur Statisticien

M. RANDRIANATOANDRO Tahiana, Ingénieur Statisticien

M. RAKOTOMANANA Delphin Marius, Assistant

M. RAKOTONANAHARY Onjaniaina, Assistant

Avec la collaboration étroite de l'équipe de la Direction des Etudes et des Relations Internationales de la Banque Centrale de Madagascar:

M. ANDRIAMIHARISOA André, Directeur

M. BELALAHY Aubin Aurore, Fondé de Pouvoirs

Mme LIVA, Chef de Service

Mme RABESON Valérie, Chef de Service

M. RAZAFINDRAKOTO Herilanto, Chef de Service

Mme RABESOA Oniharilanto, Attachée de Direction

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
Introduction.....	4
Résumé.....	5
Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers	7
1-1. Flux des investissements directs étrangers.....	7
1-1-1. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité.....	8
1-1-2. L'origine des flux d'IDE	9
1-1-3. Prévision des flux d'IDE pour le 1 ^{er} semestre 2011	11
1-1-4. Les dividendes distribués en 2010	12
1-2. Stocks des investissements directs étrangers	13
1-2-1. Evolution globale du stock d'IDE.....	13
1-2-2. Le stock d'IDE par branches d'activité.....	14
1-2-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE.....	15
1-2-4. Analyse du stock d'IDE des principales origines.....	16
1.3. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers	21
1-4. Environnement des affaires des entreprises d'IDE	24
1.4.1. Atouts et handicaps de Madagascar.....	24
1.4.2. Situation actuelle des entreprises selon les entrepreneurs.....	26
CHAPITRE II : La production industrielle des entreprises à Investissements Directs Etrangers	27
2.1. Répartition des entreprises à Investissements Directs Etrangers	27
2.2. Volume de la production industrielle.....	28
2.2.1. Volume de la production industrielle par division.....	28
2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse	30
2.3. L'Indice de production industrielle (IPI).....	32
2.3.1. Méthodologie : Rappel	32
2.3.2. La structure du tissu industriel	32
2.3.3. L'Indice de Production Industrielle par division	33
2.3.4. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse	35
2.4. Les coûts de production des entreprises.....	36
ANNEXES	38
Annexe 1 : Méthodologie d'enquête	38
Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI)	45
Annexe 3 : Méthode de calcul de l'indicateur de production par unité de coût.....	47

Introduction

Ce rapport fait état de l'évolution des Investissements Directs Etrangers (IDE) reçus par l'économie malagasy. Il rassemble, à cet effet, des éléments permettant d'apprécier non seulement la situation des IDE sous différentes formes mais également l'évolution de la production et des coûts de main d'œuvre unitaire des entreprises manufacturières à participation étrangère.

Par ailleurs, la particularité de cette parution est la disponibilité de l'analyse des atouts et faiblesses de l'environnement des affaires de Madagascar par rapport à d'autres pays, selon les chefs d'entreprise,. Cet aspect permet d'appréhender le pouvoir d'attraction de capitaux étrangers et de confirmer ou réorienter nos politiques en matière d'investissement.

Il est à remarquer que, depuis quelques parutions, le rapport essaie non seulement de donner l'évolution des IDE mais également d'apporter des éléments de réponse à l'apport de ces IDE dans l'économie du pays.

Les analyses et les données disponibles à travers ce rapport sont basées sur l'enquête auprès des entreprises à capitaux étrangers, menée conjointement par l'Institut National de la Statistique et la Banque Centrale de Madagascar. Toutefois, pour le traitement des non réponses, des données primaires issues de la Banque Centrale, concernant les paiements internationaux via le circuit bancaire, ont été utilisées.

Il est à rappeler aux lecteurs que cette enquête est menée périodiquement non seulement pour les besoins de la confection de la balance de paiement mais également pour les besoins d'information en matière de politique économique et monétaire. Ce rapport se base donc sur l'enquête réalisée au cours de la période : Mars à juillet 2011.

Les précédentes parutions ont mis en exergue l'essor des IDE à Madagascar suite au démarrage de deux grands projets d'investissement, à savoir, l'exploitation de l'ilménite à Taolagnaro, et des cobalts et nickel à Ambatovy dans l'Est du pays. Ainsi, les flux d'IDE sont passés à plus de 10% du PIB depuis 2007, si, auparavant, ils dépassaient à peine les 2%.

En outre, après la crise traversée par le pays depuis le début de l'année 2009, il importe d'étudier, tout d'abord, le comportement des investisseurs étrangers et, ensuite, son impact sur la production des entreprises manufacturières.

Ce rapport donne donc la situation des IDE pour l'année 2010 et le 1^{er} semestre 2011, et apporte des éléments de diagnostic permettant de saisir les impacts éventuels de cette crise.

En conséquence, le rapport s'articulera autour de deux volets.

Le premier volet concernera les IDE (chiffres définitifs 2010 et provisoires pour le 1^{er} semestre 2011). Il sera question en premier lieu de l'examen de la présence étrangère au niveau de l'économie à travers les analyses sur le stock. Cet examen approfondi du stock d'IDE à Madagascar permet d'identifier les secteurs attractifs et les pays acteurs.

En second lieu, l'évolution du flux d'IDE sera au centre de l'analyse. Cette partie répond à la question sur le comportement des investisseurs étrangers face à la crise vécue par le pays.

Le deuxième volet traitera de la production des entreprises industrielles à capitaux étrangers. Il fait état de l'évolution de la production durant l'année 2010 et du 1^{er} semestre 2011 et de l'évolution du coût unitaire par main d'œuvre.

Résumé

L'année 2010 a été marquée par une baisse significative du flux d'IDE entrants. Le taux d'accroissement en valeur a affiché un niveau de l'ordre de -33% par rapport à l'année 2009. Le niveau du flux d'IDE a été estimé à 1 689,1 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 808 millions de dollars américains.

L'analyse par branche des flux d'IDE met en exergue encore une fois la place occupée par les entreprises issues des « Activités extractives ». Le niveau des flux reçus par le pays en dépend largement. La variation enregistrée des flux d'IDE reçus par cette branche a contribué à hauteur de -28% à la variation globale durant l'année 2010. Par contre, les autres branches, bien qu'ayant suivi la même tendance, n'ont contribué qu'à hauteur de -5%.

Au niveau des branches « hors activités extractives », après une hausse des flux d'IDE en 2009, une baisse de l'ordre de -29% a été constatée pour l'année 2010. Cette variation vient de la baisse importante des flux d'IDE enregistrée par les branches « Télécommunication » et « Activités de fabrication ». La contribution de ces branches à la variation globale est respectivement de l'ordre de -2,7% et de -2,3%.

L'analyse par pays de provenance des flux met en évidence l'importance des investisseurs issus du Canada dans la branche « Activités extractives ». Pour l'année 2010, ils ont apporté 30,3% de l'ensemble des IDE.

Parallèlement, il faut noter la percée des investisseurs chinois en 2010. C'est la traduction directe de leur entrée dans la branche des « Activités extractives ». Le poids du flux d'IDE en leur provenance est passé de 0,7% à 7,6% entre 2009 et en 2010.

Hors activités extractives, 7 pays sortent du lot en 2010. La France, l'Ile Maurice, l'Italie, la Suisse, l'Île de la Réunion, le Luxembourg et le Japon, affichent dans nos données un niveau des flux d'IDE supérieur à 10 milliards d'Ariary.

Pour l'année 2011, l'enquête a permis d'estimer à hauteur de 782 milliards d'Ariary le flux attendu pour le 1^{er} semestre. Ce qui représente 46,6% de la réalisation de l'année 2010. Les flux en provenance des investisseurs ayant des intérêts durables dans des entreprises exerçant au niveau de la branche « Activités extractives » restent la principale source d'IDE de notre économie.

Le niveau du stock d'IDE, à la fin de l'année 2010, a été de 9 405,7 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 4,5 milliards de dollars américains. Entre 2007 et 2010, la croissance en valeur des stocks d'IDE n'a cessé de reculer : avec une croissance de 112% en 2007, l'année 2010 n'a enregistré qu'un taux de 22%.

A la fin de 2010, le stock d'IDE reçu par la branche « Activités extractives » a été évalué à 7 159,8 milliards d'Ariary, soit l'équivalent d'environ 3,4 milliards de dollars américains. Ce niveau représente 76,1% de l'ensemble du stock d'IDE reçu par le pays. Le taux d'accroissement du stock d'IDE reçu dans cette branche a été estimé à 23,4% par rapport à l'année 2009. C'est à dire, une contribution à hauteur de 17,6% à la variation globale du stock d'IDE.

En dehors des « Activités extractives », nous soulignons les 6 branches les plus attractives. Il s'agit dans l'ordre de : « Construction et BTP » (17,2% du stock hors « activités extractives»), « Télécommunication » (17,1%), « Activités financières » (14,7%), « Activités de fabrication » (14,2%), « Hôtels et restaurants » (11,0%) et la « Distribution de produits pétroliers » (10,7%).

Les principaux pays de provenance des IDE restent la résidence des investisseurs dans la branche des « Activités extractives ». Après ces pays, l'on retrouve dans l'ordre : la France, l'Ile Maurice, l'Italie, la Chine et les Etats-Unis. Le stock d'IDE reçu de ces 9 pays a représenté plus de 90% de l'ensemble à la fin de l'année 2010. Par rapport à 2009, la place occupée par les investisseurs chinois a connu un grand changement du fait de leurs projets miniers.

En ce qui concerne la performance des entreprises d'investissement direct étranger, le chiffre d'affaires a affiché une hausse de 8,9% en 2010 par rapport à l'année 2009. Cependant, si l'on se réfère à l'année 2008, c'est-à-dire avant la crise, le chiffre d'affaires en 2009 a accusé une baisse de -31,4%.

Il y a lieu de noter que les entreprises d'investissement étranger sont parmi les plus grands pourvoyeurs d'emploi à Madagascar. Cependant, les deux crises, à savoir la crise financière internationale et surtout la crise sociopolitique locale ont des effets néfastes sur l'emploi. La perte d'emploi est estimée à environ 20 000. A remarquer que le nombre d'emploi dans les entreprises d'investissement direct étranger est de 80 500 en 2008, 60200 en 2009 et près de 62 700 en 2010, soit une légère hausse de 4,2% en 2010 par rapport à l'année 2009. Cette hausse est due principalement à la création d'emplois faite dans la branche « activité minière », plus précisément le recrutement massif des employés du Sherritt à Ambatovy.

L'observation du comportement des industries, à partir d'un indice dit Indice de Production Industrielle, relate en grande partie l'état de la conjoncture en général, et en particulier celui des Investissements Directs Etrangers à Madagascar. Pour ce qui est du second semestre 2011, les prévisions font état d'une quasi-stagnation par rapport au premier semestre de la même année. D'ailleurs, depuis le début de l'année 2011, la production industrielle se retrouve à un niveau inférieur à celui de l'année 2010. En réalité, la situation post-crise des Industries continue à persister : si la production du premier semestre de l'année 2009 est de -15,0 % par rapport à l'année 2008, elle est de -7,6% au premier semestre de l'année 2010 par rapport à l'année 2009 et reste de -5,0% au premier semestre de l'année 2011 par rapport à l'année 2010. En somme, au premier semestre 2011, le secteur a accusé une baisse de -23,9% de la production par rapport à l'année 2008.

La même tendance est perçue lorsque la production est évaluée en volume. A la fin de l'année 2010, le niveau du volume de la production de l'industrie manufacturière n'atteint pas celui de 2009 : 386,6 Milliards d'Ariary contre 501,9 milliards d'Ariary. Ce recul a généralement touché tous les types d'entreprises : -20% chez les entreprises IPF, -31,5% chez les Filiales et -67,2% chez les Succursales. Assurant 26,6% du volume totale de la production en 2010, les entreprises affiliées ont néanmoins maintenu une croissance positive de l'ordre de 32,2% pour l'année 2010.

Cependant, il y a lieu de noter que le niveau de la production varie en fonction des différentes divisions que composent le secteur. Particulièrement pour l'année 2010 et l'année 2011, si certaines divisions tirent à la baisse le niveau général de l'indice, d'autres le tirent à la hausse. Des divisions telles que « Fabrication de produits à base de tabac » et « Fabrication de textiles » ont enregistré des croissances positives au cours de deux périodes consécutives (2010 par rapport à 2009 et 2011 par rapport à 2010). Il y a également lieu de constater qu'au cours du premier semestre 2011, plus d'une division ont connu une croissance positive par rapport à l'année 2010. Tel est le cas des divisions « Fabrication d'articles d'habillements », « Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » et « Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca ».

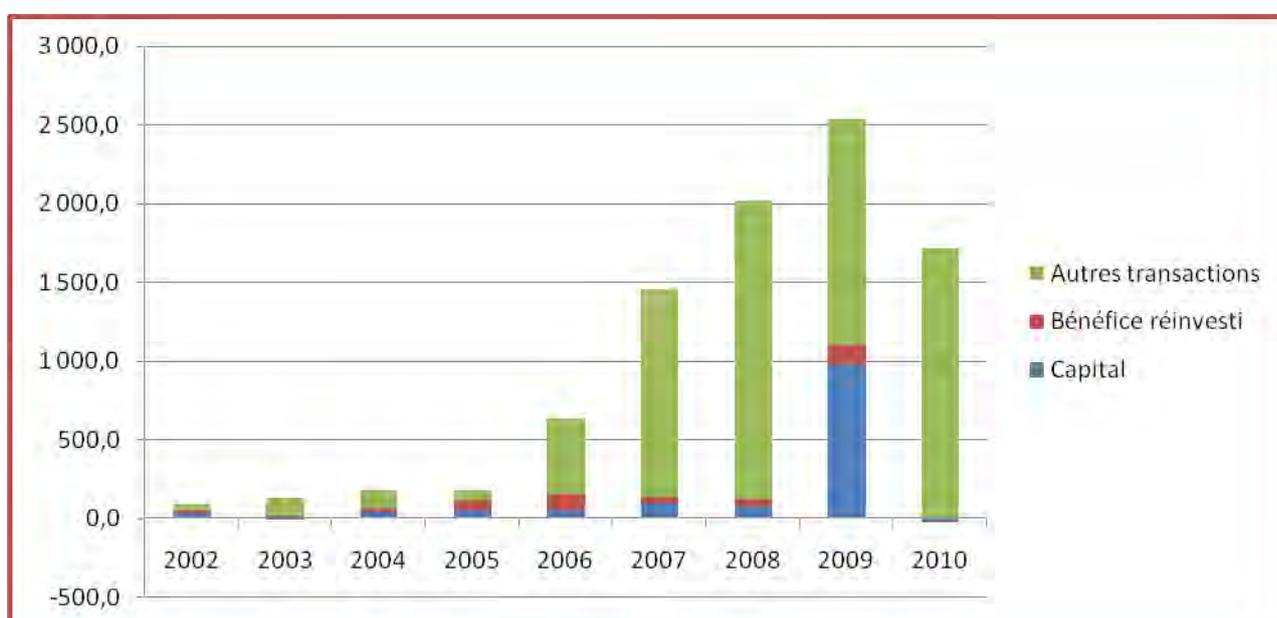
Quant au coût de production, il s'est renchéri depuis le début de la crise. Pour une unité de coût, la production est juste de 1,15 au cours du premier semestre 2011 contre 1,4 en 2008. Le résultat est dans le même ordre pour les données définitives de l'année 2010. Dans le jeu de la concurrence, chaque industrie a sa propre stratégie de production pour dégager le maximum de profit avec le minimum de coût. Cependant, une telle maximisation est confrontée à la spécificité des biens produits, si bien que certains secteurs obtiennent un meilleur résultat que d'autres. Ainsi, dans la division « Fabrication de produits à base de tabac », une unité de coût de production permet d'obtenir 1,5 unités de production en 2010 s'il est inférieur à l'unité dans certaines divisions comme « Industrie de boisson et Fabrication de produits alimentaires ». D'ailleurs pour la division « Fabrication de produits à base de tabacs », le taux d'accroissement de la production par unité de coût est de 20,8% par rapport à l'année 2009.

Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers

1-1. Flux des investissements directs étrangers

Le flux des IDE entrants met en relief l'entrée de financement en provenance d'économie du reste du monde au cours d'une période donnée vers notre secteur productif. L'analyse des flux permet de cerner le dynamisme de l'économie du pays. Ce paragraphe abordera, ainsi, l'analyse des flux d'IDE entrants en 2010, avec une prévision pour le 1^{er} semestre 2011. Il sera question des natures des financements, de leurs origines et des branches d'activités bénéficiaires.

Figure 1. Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2010.



Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT.

L'année 2010 a été marquée par une baisse significative du flux d'IDE entrants. Le taux d'accroissement en valeur a affiché un niveau de l'ordre de -33% par rapport à l'année 2009. L'effet de la crise, mondiale et nationale, s'est fait a priori ressentir durant cette année 2010 au niveau des entreprises à capitaux étrangers. Un phénomène de désinvestissement est une des manifestations probantes de ce phénomène.

En effet, le flux du «capital social» a considérablement contribué à la baisse des flux d'IDE. Une diminution de 103% y a été enregistrée par rapport à l'année précédente. Et ce poste a contribué à hauteur de -39% à la variation globale. De plus, cette baisse du flux de capital social s'est accompagnée d'une régression des «bénéfices réinvestis», une variation de -105% par rapport à 2009. Pour cette rubrique, la contribution à la variation globale a été de l'ordre de -5%. Toutefois, une note positive a été enregistrée au niveau du flux des capitaux du poste «autres transactions». Le flux durant l'année 2010 a connu une hausse de 19% par rapport à l'année précédente. La contribution de ce poste à la variation globale a été de l'ordre de 11%. Il faut remarquer que cette rubrique est composée surtout des dettes envers les actionnaires ou le groupe.

Malgré la crise locale, certaines grandes entreprises continuent donc de réaliser leur programme d'investissement dans le pays.

Ainsi, la performance enregistrée en 2010 a permis d'attirer un flux d'IDE de l'ordre de 1 689,1 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 808 millions de dollars américains.

1-1-1. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité

L'analyse des flux d'IDE de l'année 2010 met en exergue encore une fois la place occupée par les entreprises dans la branche « Activités extractives ». Le niveau des flux reçus par le pays en dépend largement.

En effet, la variation enregistrée des flux d'IDE reçus par cette branche a contribué à hauteur de -28% à la variation globale durant l'année 2010. Par contre, les autres branches, bien qu'ayant suivi la même tendance, n'ont contribué qu'à hauteur de -5%.

Le tableau suivant donne la répartition et l'évolution des flux d'IDE par branche bénéficiaire.

Tableau 1. Les flux d'IDE par branche d'activités en 2009 et en 2010.

Branche	Unité : milliards MGA	
	2009	2010
Agriculture	14,15	-0,84
Pêche, aquaculture	18,81	34,70
Activités de fabrication	99,63	41,50
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	0,26	0,23
Construction et BTP	31,92	53,60
Commerce	30,93	18,40
Hôtels et restaurants	37,49	36,10
Transports	10,89	2,85
Activités financières	59,68	57,40
Immobilier et services aux entreprises	7,56	10,50
Distribution pétrolière	65,38	58,20
Télécommunication	85,81	16,50
Autres	0,16	-0,07
TOTAL hors "extractives"	462,67	329,06
Activités extractives	2 069,84	1 360,00
TOTAL	2 532,51	1 689,06

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT.

En termes de croissance, le flux d'IDE reçu par la branche « Activités extractives » a baissé de 34% par rapport à l'année précédente. Cette baisse annonce la fin des travaux de construction au niveau de deux grands projets : le QMM, dans le sud du pays, actuellement dans la phase d'exploitation ; et le projet d'Ambatovy, dont la fin des travaux de mise en place est prévue pour cette année 2011.

Par ailleurs, des projets d'investissement, dans d'autres domaines d'activité, commencent à être mis en place après certains retards dus à la situation socio-économique du pays.

Au niveau des branches « hors activités extractives », après une hausse des flux d'IDE en 2009, une baisse de l'ordre de -29% a été constatée pour l'année 2010. Cette variation vient de la baisse probante des flux d'IDE

enregistrée par les branches de la « Télécommunication » et des « Activités de fabrication ». La contribution de ces branches à la variation globale est respectivement de l'ordre de -2,7% et de -2,3%.

Pour l'année 2010, les flux d'IDE ont été surtout dirigés vers les branches : de la «Distribution des produits pétroliers» (18%), des «Activités financières» (17%), de la «Construction et BTP» (16%), des «Activités de fabrication» (13%), des «Hôtels et restaurants» (11%) et de la «Pêche, aquaculture» (11%). Le flux d'IDE enregistré dans chacun de ces secteurs est supérieur à 30 milliards d'Ariary.

L'année 2010 s'est fermée sur une note plutôt pessimiste pour l'ensemble des branches autres que les activités extractives au vu du flux d'IDE engendré par ces dernières. Les «Activités de fabrication» qui se trouvaient à la première place en 2009, en termes de flux, a régressé à la quatrième place à la fin de 2010. Et la «Télécommunication», qui était à la seconde place se positionne maintenant à la septième place.

1-1-2. L'origine des flux d'IDE

Compte tenu de l'importance des IDE reçus par la branche « Activités extractives », les pays investisseurs au niveau de cette branche dominent dans l'ensemble l'origine des flux d'IDE. L'analyse dans ce paragraphe essaiera à cet effet de mettre en exergue les origines des capitaux avec un focus sur les branches «hors activités extractives».

Les tableaux suivants donnent ainsi, l'état de la provenance des flux d'IDE en 2009 et en 2010 sous deux angles : d'un côté, pour l'ensemble ; et de l'autre côté, pour les branches « hors activités extractives ».

Tableau 2. Répartition du flux d'IDE selon le pays d'origine

Unité : Milliards MGA

Pays Toutes branches confondues	200 9	2010
Canada	682,12	512,08
Japon	462,47	362,37
Corée du Sud	468,64	347,64
France	112,55	153,43
Chine	17,63	127,92
Ile Maurice	254,55	58,81
Italie	30,87	36,51
Suisse	3,15	29,99
Réunion	4,15	23,93
Luxembourg	30,79	21,19
Royaume-Uni	449,12	16,48
Autres	16,47	-1,31
TOTAL	2 532,51	1 689,06

Source : Enquête IDE 1s2011, BCM/INSTAT.

Unité : Milliards MGA

Pays Hors activités extractives	2009	2010
France	112,54	153,43
Maurice, île	254,14	56,37
Italie	30,87	36,51
Suisse	3,15	30,05
Réunion	4,15	23,94
Luxembourg	30,79	21,19
Japon	-6,60	13,72
Royaume-Uni	25,59	7,12
Hong-Kong	32,58	2,87
Allemagne	0,41	1,65
Tunisie	0,00	0,90
Autres	-24,96	-18,69
TOTAL	462,67	329,06

Source : Enquête IDE 1s2011, BCM/INSTAT.

Dans l'ensemble, les premières places sont donc naturellement occupées par les investisseurs de la branche « Activités extractives » pour l'année 2010. 30,3% des flux d'IDE reçus en 2010 provient des investisseurs issus de Canada. Cette performance est liée aux investissements vers le projet d'Ambatovy. Les investisseurs du Royaume-Uni, par contre, n'ont pas été plus actifs par rapport aux années antérieures. Avec un poids de 17,7% des flux d'IDE en leur provenance en 2009, l'année 2010 a vu ce taux descendre jusqu'à 1,0%. Ce phénomène est surtout lié à la fin des investissements de la part de QMM, entré dans la phase d'exploitation.

Il faut noter la percée des investisseurs chinois au cours de l'année 2010. Le poids du flux d'IDE venant de la Chine est passé de 0,7% à 7,6% entre 2009 et en 2010, et se retrouve essentiellement dans la branche des « Activités extractives ».

Parmi ce groupe d'investisseurs miniers, ceux de la France continuent à maintenir leurs investissements dans l'Île. En effet, la France est le quatrième pays pourvoyeur de fonds, en termes d'IDE en 2010. Les IDE français sont passés de 4,4% en 2009, à 9,1%.

Hors activités extractives, 7 pays sortent du lot en 2010 à savoir : La France, l'île Maurice, l'Italie, la Suisse, l'Île de la Réunion, le Luxembourg et le Japon. Avec un niveau des flux d'IDE supérieur à 10 milliards d'Ariary.

L'étude par pays a montré que concernant les IDE en provenance des investisseurs français, la moyenne des financements reçus est de 734 millions d'Ariary, par investisseur, en 2010. 89% des flux d'IDE français ont été dirigés vers seulement 3 branches sur 14. La branche « Construction et BTP » affichait l'équivalent à 37% des flux d'IDE français. Les branches « Distribution de produits pétroliers » et « Activités financières » ne sont pas en reste avec respectivement un flux d'IDE de l'ordre de 27,1% et de 24,9%.

Pour ce qui est des IDE en provenance de l'île Maurice, une baisse significative des flux a été enregistrée en 2010 par rapport à l'année 2009. En termes de moyenne, une entreprise à capitaux mauriciens a reçu 447 millions d'Ariary. La branche de la « distribution des produits pétroliers » reste le principal bénéficiaire des flux d'IDE mauriciens, avec toutefois, un poids qui a diminué significativement jusqu'à 29,6% en 2010. La deuxième branche bénéficiaire est celle des « Activités financières » avec 22,4% des flux. Ensuite, on retrouve les branches de la « Télécommunication » (20,8%), des « Activités de fabrication » (14,2%) et de l'«Immobilier et Services aux entreprises » (10,7%).

L'étude des flux en provenance des investisseurs Italiens confirment en 2010 le phénomène de concentration, observé durant les années antérieures. En effet, plus de 90% des flux en provenance de l'Italie se sont dirigés vers la branche « Hôtels et Restaurants ». L'Italie renforce ainsi sa place au sein des activités liées au tourisme à Madagascar. En termes de moyenne, les flux moyens par entreprise à capitaux italiens sont de 1,9 milliards d'Ariary par investisseur.

En ce qui concerne les flux en provenance des investisseurs de la Suisse, la moyenne reçue en 2010 par entreprise est de 1,3 milliards d'Ariary. Trois branches ont principalement bénéficié de ces investissements: la « Pêche, aquaculture, pisciculture » (38,7%), la « Construction et BTP » (31,6%) et les « Activités de fabrication » (31,3%).

Pour les flux en provenance des investisseurs réunionnais, la moyenne a été de l'ordre de 704 millions d'Ariary par investisseur en 2010, essentiellement en faveur de deux branches: le « Commerce » (70,4%) et les « Activités de fabrication » (35,1%). Les autres branches affichent par contre, un phénomène de désinvestissement.

Pour les flux d'IDE en provenance des investisseurs luxembourgeois, la moyenne reçue a été de l'ordre de 2,3 milliards d'Ariary par investisseur, en 2010. La branche « Pêche, aquaculture et pisciculture » a accueilli 92,0% des investissements ; et les « Activités de fabrication » 5,8%.

Enfin, les flux d'IDE en provenance des investisseurs japonais représentent en moyenne 2,7 milliards d'Ariary par investisseur en 2010. A l'instar des investisseurs italiens, les japonais s'intéressent surtout à une branche à savoir la « Construction et BTP » qui accapare les 99% des flux en leur provenance.

1-1-3. Prévion des flux d'IDE pour le 1^{er} semestre 2011

Dans le cadre de l'enquête auprès des entreprises sur les IDE, les chefs d'entreprise ont été interrogés sur leurs intentions de recourir ou non au financement de type IDE, c'est à dire en provenance des actionnaires détenant plus de 10% du capital ou des entreprises sœurs appartenant au même groupe. Le tableau suivant donne les résultats des premières estimations. Il est important de signaler que pour les grands projets miniers, les informations recueillies ont été recoupées avec les documents de projet disponibles.

Tableau 3. Prévion du flux d'IDE selon la branche d'activité au 1^{er} semestre 2011,

Unité : Milliards MGA	
Branche	1er semestre 2011
Agriculture	-1,26
Pêche, aquaculture	-35,96
Activités de fabrication	16,41
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	-0,02
Construction et BTP	68,49
Commerce	12,05
Hôtels et restaurants	-0,90
Transports	-14,67
Activités financières	108,28
Immobilier et services aux entreprises	3,02
Distribution pétrolière	50,91
Télécommunication	-49,21
Autres	-0,05
TOTAL hors "extractives"	157,09
Activités extractives	625,19
TOTAL	782,28

Source : Enquête IDE 1s2011, BCM/INSTAT.

L'enquête a permis d'estimer à hauteur de 782 milliards d'Ariary le flux attendu pour le 1^{er} semestre 2011. Ce qui représente 46,6% de la réalisation de l'année 2010. Les flux en provenance des investisseurs ayant des intérêts durables dans des entreprises exerçant au niveau de la branche « Activités extractives » restent la principale source d'IDE pour notre économie.

Avec la fin des travaux de construction dans la mise en place du projet Ambatovy, le flux d'IDE à destination de ce projet serait réduit de 1/3 par rapport à 2010 selon le rapport annuel de SHERITT¹. Mais à côté, le démarrage probable des activités des chinois dans cette branche commence à voir jour.

¹ Sherritt International Corporation : 2010 Annual Report

1-1-4. Les dividendes distribués en 2010

En 2010, les dividendes payés aux investisseurs directs étrangers ont connu une légère hausse de 2% par rapport à ceux de 2009. Les tableaux suivants donnent la répartition de ceux-ci par actionnaires bénéficiaires et par branche d'activités.

Tableau 4. Les dividendes payés selon le pays de résidence des investisseurs en 2010. (Milliards d'Ariary)

	Montant	%
Suisse	0,38	0,27
Chine	0,01	0,01
France	120,25	84,48
Japon	0,00	0,00
Sri Lanka	0,21	0,15
Maurice	10,64	7,47
Réunion	8,48	5,96
Etats-Unis d'Amérique	2,37	1,67
TOTAL	142,35	100,00

Source : Enquête IDE 1s2011, BCM/INSTAT.

L'on a noté que 84,5% des dividendes distribués en 2010 ont été versés en faveur des investisseurs résidents en France. Ces paiements proviennent essentiellement de 4 branches d'activités à savoir : « construction et BTP » (46,21%), « Activités financières » (24,9%), « Distribution pétrolière » (12,5%) et des « Activités de fabrication » (12,2%).

Tableau 5. Les dividendes payés par branche en 2010. (Milliards d'Ariary)

Agriculture	0,04	0,03
Activités de Fabrication	17,39	12,21
Construction et BTP	65,79	46,21
Commerce	1,33	0,94
Transports	3,89	2,73
Activités Financières	35,45	24,91
Immobilier et services aux entreprises	0,69	0,49
Distribution pétrolière	17,77	12,48
TOTAL	142,35	100,00

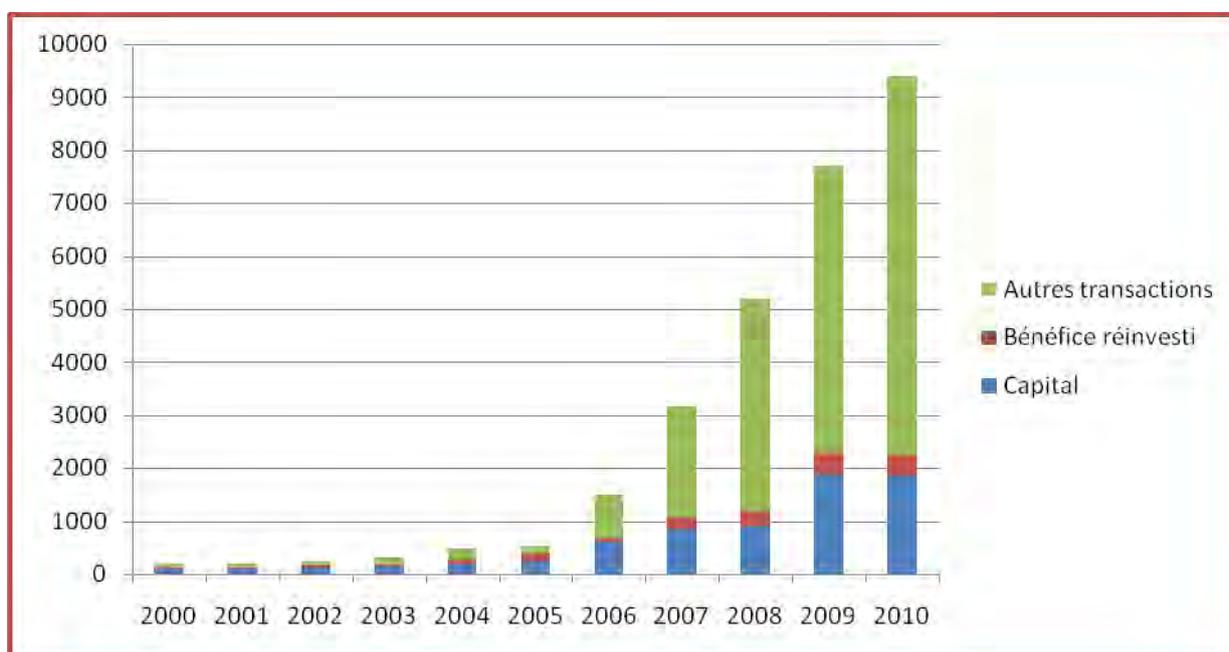
Source : Enquête IDE 1s2011, BCM/INSTAT.

1-2. Stocks des investissements directs étrangers

1-2-1. Evolution globale du stock d'IDE

L'évolution des stocks d'IDE dans le pays a connu deux périodes différentes. La première période, correspondant aux années antérieures à l'année 2006, a été caractérisée par une faible pénétration des IDE dans l'économie avec un rythme de croissance en valeur de 23% jusqu'en 2005. La deuxième période, marquée par la mise en œuvre de deux plus grands projets miniers, de 2006 à maintenant, a vu l'expansion des IDE. Ils ont atteint 9 405,7 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 4,5 milliards de dollars américains à la fin de l'année 2010.

Figure 2. Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2009



Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT.

Le grand boom, enregistré en 2007, était relatif à la mise en œuvre des investissements en construction pour le besoin des projets miniers tels que l'exploitation de l'ilménite par le QMM et celle du cobalt et du nickel par le projet d'Ambatovy.

Compte tenu de la progression des réalisations des programmes d'investissement au niveau de ces 2 projets, l'accroissement du stock d'IDE diminue en rythme. Entre 2007 et 2010, la croissance en valeur des stocks d'IDE n'a cessé de reculer : avec une croissance de 112% en 2007, l'année 2010 n'a enregistré qu'un taux de 22%.

L'importance accordée par les investisseurs au poste « Autres transactions » est significative. Seul ce poste a connu une croissance à la fin de l'année. Est-ce une réponse à la situation instable qui prévalait dans le pays depuis 2009 ? En effet, le poste « Capital social » a régressé de -1,3% par rapport à 2009. Celui des « Bénéfices réinvestis » accusait une baisse de -0,9%. Et le poste « Autres transactions » affichait une croissance de 31,5%.

1-2-2. Le stock d'IDE par branches d'activité

Dans le précédent paragraphe, il a été fait mention de deux périodes distinctes en termes d'IDE. Pour la période d'avant l'année 2006, la présence étrangère s'est surtout intensifiée au niveau des entreprises de la branche « activités de fabrication ». Les IDE reçus par cette branche viennent, principalement de la mise en place de la zone franche industrielle qui visait surtout le secteur de l'industrie légère exportatrice. Et pour la deuxième période, après 2006, le paysage des entreprises d'IDE a été bouleversé par la mise en œuvre des investissements dans la branche « Activités extractives ».

Tableau 6. Le stock d'IDE par branches d'activités de 2005 à 2009

Unité : Milliards MGA

Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	5,4	7,8	16,9	18,3	32,5	31,7
Pêche, pisciculture, aquaculture	51	51,1	17	22,5	41,3	76,0
Activités de fabrication	111,3	120	143,7	176,9	276,5	318,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,8	1,1	0,5	1,1	1,4	1,6
Construction et BTP	40,2	42,9	289,5	301,6	333,6	387,2
Commerce et réparation de véhicule	35,6	36,8	62,1	107,2	138,2	156,6
Hôtels et restaurants	0,9	0,7	172,1	173,1	210,6	246,7
Transports et auxiliaires de transport	9,4	13,5	8,4	11,2	22,1	25,0
Activités financières	95,8	132,2	147,9	213,5	273,2	330,6
Immobilier, location et services aux entreprises	29,4	29,9	13,5	29,4	37	47,5
Distribution de produits pétroliers	41	69,4	105,5	116,8	182,2	240,4
Télécommunication	57,8	72,7	102,4	282,5	368,3	384,8
Autres branches	4,9	7			0,2	0,1
Total sans extractives	483,5	585,1	1 079,50	1 454,20	1916,8	2 245,9
Activités extractives	47,1	902,8	2 089,00	3 729,90	5 799,8	7 159,8
Total	530,6	1 487,90	3 168,60	5 184,10	7 716,60	9 405,7

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT.

A la fin de l'année 2010, le stock d'IDE reçu par la branche « Activités extractives » a été évalué à 7 159,8 milliards d'Ariary, soit l'équivalent d'environ 4,5 milliards de dollars américains. Ce niveau représente 76,1% de l'ensemble du stock d'IDE reçu par le pays. Le taux d'accroissement du stock d'IDE dans cette branche s'estime ainsi à 23,4% par rapport à l'année 2009. Ainsi, la branche a contribué à hauteur de 17,6% à la variation globale du stock d'IDE.

En dehors de la branche « Activités extractives », nous soulignons les 6 branches les plus attractives pour les investisseurs étrangers. Il s'agit dans l'ordre de : « Construction et BTP » (17,2% du stock hors « activités extractives »), « Télécommunication » (17,1%), « Activités financières » (14,7%), « Activités de fabrication » (14,2%), « Hôtels et restaurants » (11,0%) et la « Distribution de produits pétroliers » (10,7%).

Il faut remarquer en même temps une diversification de la présence des investisseurs étrangers dans l'économie du pays. La branche des « Activités de fabrication » n'occupe que la quatrième place en termes de stock d'IDE, alors qu'elle a été toujours à la première place avant 2006. Le démarrage des grands travaux au niveau des projets

miniers a parallèlement entraîné une redynamisation des autres branches. Par ailleurs, une intensification de la promotion des investissements à Madagascar a été remarquée.

1-2-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE

Pour terminer l'analyse sur le stock d'IDE reçu par le pays, il est intéressant de procéder à l'identification des pays partenaires.

A l'instar des autres années, depuis la mise en œuvre des investissements massifs dans les activités extractives, les pays investisseurs dans ce secteur dominant l'environnement des IDE à Madagascar.

Le tableau suivant donne un aperçu du stock d'IDE selon les pays de résidence des investisseurs directs étrangers.

Tableau 7. Le stock d'IDE selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007 à 2010

Unité : Milliards MGA

Pays	2007	2008	2009	2010
Royaume-Uni	752,1	1 804,70	2 253,80	2 270,28
Canada	635,6	1 006,10	1 688,30	2 200,38
Japon	473,2	579,4	1041,9	1 404,27
Corée, République de	306,3	404,6	873,3	1 220,94
France	268,1	343,1	455,7	609,13
Maurice, île	188,6	238,3	492,9	551,71
Italie	173,8	174,2	205,1	241,61
Chine	54	56,2	73,9	201,82
Etats-Unis	50,7	91,4	201,2	183,29
Bermudes	86,4	118,7	127,4	137,22
Hong-Kong	37	40,8	75,5	78,42
Luxembourg	11,4	16,3	47,1	68,29
Suisse	25,5	30,4	33,5	63,49
Réunion	26,5	28,9	33	56,93
Suède	0	17,7	31,7	31,70
Afrique du Sud	11,3	12,7	12,8	12,93
Pays-Bas	7,3	9,5	11,2	11,51
Inde	0	4,5	4,9	1,59
Autres	60,80	207,10	53,40	60,14
Total	3 168,60	5 184,60	7 716,60	9 405,66

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT.

Les 4 principaux pays de provenance des IDE sont : Le Royaume-Uni, le Canada, le Japon, La Corée. Ce sont les pays de résidence des investisseurs dans la branche des « Activités extractives ». Après ces 4 pays, l'on retrouve dans l'ordre : la France, l'île Maurice, l'Italie, la Chine et les Etats-Unis. Le stock d'IDE reçu de ces 9 pays a représenté plus de 90% de l'ensemble à fin 2010. Par rapport à l'année 2009, la place des investisseurs chinois a

connu un grand changement, grâce au permis accordé à WISCO pour l'exploitation du fer dans la partie ouest de l'île, Mais également à leur présence dans l'exploration du pétrole avec le projet SUNPEC.

1-2-4. Analyse du stock d'IDE des principales origines

Ce paragraphe apportera beaucoup plus de compréhension sur la spécificité des présences étrangères dans l'économie de Madagascar. Toutefois, compte tenu de la spécificité de la branche « Activités extractives », cette branche sera exclue de l'analyse.

Analyse du stock d'IDE de la France

La présence française se renforce dans l'environnement économique du pays. L'année 2010 a vu leur stock d'IDE augmenter de 33,6% par rapport à 2009, une croissance encore meilleure que celle qu'on a observé en 2009. Le niveau du stock a été évalué à 609 milliards d'Ariary à la fin de 2010.

Le tableau suivant donne les détails sur la situation du stock d'IDE de la France en 2010.

Tableau 8. Situation du stock d'IDE de la France en 2010

Branche d'activités	Moyenne (Mds MGA)	Total (Mds MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Agriculture	1,4	8,3	6	1,4	2,9
Pêche, pisciculture et aquaculture	1,9	3,9	4	0,6	1,9
Activités de fabrication	1,3	42,8	33	7,0	15,8
Distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1,3	2,5	2	0,4	1,0
Construction et BTP	14,7	129,8	7	21,3	3,3
Commerce	0,5	25,0	43	4,1	20,6
Hôtels et restaurants	0,1	0,8	14	0,1	6,7
Transports, auxiliaires de transport	1,0	14,9	14	2,4	6,7
Activités financières	12,6	160,5	12	26,4	5,7
Immobilier, location et services aux entreprises	0,3	16,9	64	2,8	30,6
Distribution de produits pétroliers	141,1	141,1	1	23,2	0,5
Télécommunication	59,8	62,5	2	10,3	1,0
Autres	0,1	0,2	3	0,0	1,4
TOTAL "hors extractives"	3,0	609,0	205	100,0	98,1
Activités extractives	0,0	0,0	4	0,0	1,9
Ensemble	2,9	609,0	209	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT.

Les intérêts français sont présents dans toutes les branches d'activité. 209 entreprises en exercice voient la participation d'au moins un investisseur direct français dans leur capital. Par rapport à 2009, on remarque à ce niveau une diminution de -1,9%. Bien que l'effectif des entreprises à intérêt français ait connu une baisse, une

hausse du stock par entreprise a été enregistrée. Une entreprise à capitaux français a reçu en moyenne 3 milliards d'Ariary de stock d'IDE à la fin de 2010, ce qui représente une croissance moyenne de 35%.

Trois branches d'activités ont contribué à la variation positive du stock d'IDE français. Il s'agit des entreprises œuvrant dans : la « Construction et BTP » (qui a contribué à hauteur de 12,4% de la croissance globale), la « Distribution des produits pétroliers » (9,1%) et des « Activités financières » (8,4%).

Analyse du stock d'IDE de l'île Maurice

Les IDE en provenance de l'île Maurice touchent la majorité des branches d'activité dans le pays. A la fin de l'année 2010, le stock d'IDE reçus des investisseurs directs mauriciens est évalué à 547,7 milliards d'Ariary. En termes de croissance, les statistiques montrent un taux de 11,9% par rapport à l'année 2009. Le tableau suivant donne le détail de la présence mauricienne dans l'économie du pays à fin 2010.

Tableau 9. Situation du stock d'IDE de l'île Maurice en 2010

Branche d'activités	Moyenne (Mds MGA)	Total (Mds MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Agriculture	1,4	4,3	2	0,8	1,5
Pêche, pisciculture et aquaculture	6,9	13,9	2	2,5	1,5
Activités de fabrication	1,0	26,5	29	4,8	21,3
Distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,1	0,1	1	0,0	0,7
Construction et BTP	-0,1	-0,3	2	-0,1	1,5
Commerce	0,6	19,8	34	3,6	25,0
Hôtels et restaurants	1,1	4,5	5	0,8	3,7
Transports, auxiliaires de transport	0,5	5,8	11	1,0	8,1
Activités financières	17,7	106,3	6	19,3	4,4
Immobilier, location et services aux entreprises	0,7	14,4	24	2,6	17,6
Distribution de produits pétroliers	39,3	151,4	3	27,4	2,2
Télécommunication	49,0	201,0	7	36,4	5,1
TOTAL "hors extractives"	4,3	547,7	126	99,3	92,6
Activités extractives	0,4	3,9	10	0,7	7,4
Ensemble	4,1	551,6	136	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT.

L'enquête sur les IDE de cette année a permis de dénombrier 136 entreprises présentant un intérêt mauricien à la fin de l'année 2010. Aucun changement n'a été enregistré par rapport à la situation à fin 2009. En termes d'effectif, trois branches se distinguent. Il s'agit des branches : « Commerce » (25,0%), « Activités de fabrication » (21,3%) et « Immobilier, location et services aux entreprises » (17,6%).

Un autre classement est obtenu à partir du niveau de stock d'IDE. En effet, la majorité du stock d'IDE mauricien se retrouvent dans: la « Télécommunication » (36,4%), la « Distribution de produits pétroliers » (27,4%) et les « Activités financières » (19,3%). Une entreprise exerçant dans la « Télécommunication » a affiché un stock d'IDE de

49 milliards d'Ariary en moyenne. Dans la « Distribution de produits pétroliers », la moyenne est de 39,3 milliards d'Ariary. Et dans les « Activités financières » elle est de 17,7 milliards d'Ariary.

Analyse du stock d'IDE de l'Italie

Quant aux intérêts italiens dans notre économie, le niveau du stock d'IDE à la fin de 2009 est évalué à 241,6 milliards d'Ariary. Ce qui donne une croissance en valeur de l'ordre de 17,8% par rapport à l'année 2009. Le tableau suivant donne les détails sur cette présence italienne.

Tableau 10. Situation du stock d'IDE de l'Italie en 2010

Branche d'activités	Moyenne (10⁶ MGA)	Total (10⁶ MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Agriculture	21,3	21,3	1	0,0	5,3
Activités de fabrication	147,3	441,8	3	0,2	15,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	121,4	121,4	1	0,1	5,3
Construction et BTP	-29,4	-58,8	2	0,0	10,5
Commerce	41,8	167,3	4	0,1	21,1
Hôtels et restaurants	80 089,2	240 267,5	3	99,4	15,8
Transports, auxiliaires de transport	0,0	0,0	1	0,0	5,3
Immobilier, location et services aux entreprises	206,0	628,1	2	0,3	10,5
Autres	13,0	13,0	1	0,0	5,3
TOTAL "hors extractives"	13 422,3	241 601,6	18	100,0	94,7
Activités extractives	14,0	14,0	1	0,0	5,3
Ensemble	12 716,6	241 615,6	19	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT.

L'on a recensé 19 entreprises présentant un intérêt italien. La branche « Commerce » regroupe le plus d'entreprises à capitaux italiens avec 4 sur 19. Toutefois, en termes d'IDE, cette branche n'affiche que 0,1% du stock d'IDE reçus des investisseurs italiens.

Les IDE italiens sont concentrés à 99,4%, au niveau de la branche « Hôtels et restaurants ». Cette statistique renforce le rôle des italiens dans le développement du secteur du tourisme à Madagascar. En outre, par rapport à l'ensemble du stock d'IDE reçu par la branche, les investissements italiens représentent plus de 90% à fin 2010. Une entreprise hôtelière à capitaux italiens affiche en moyenne 80 milliards de stock d'IDE à la fin de 2010.

Analyse du stock d'IDE des Etats-Unis d'Amérique

Quant aux intérêts américains dans notre économie, le niveau du stock d'IDE à la fin de 2010 est évalué à 183,4 milliards d'Ariary. Ainsi, une baisse de l'ordre de -8,9% a été enregistrée.

La dernière enquête sur les IDE a compté 19 entreprises à capitaux américains. Ces dernières sont concentrées au niveau de 3 branches qui regroupent 53,7% de l'ensemble. Il s'agit des branches : « Activités de fabrication » (26,3%) et « Activités financières » (26,3%) et des « Activités extractives » (21,1%). Une baisse du nombre des entreprises à capitaux américains a été observée à la fin de l'année 2010. Cette baisse est la plus importante pour la branche « Activités de fabrication ».

Tableau 11. Situation du stock d'IDE des Etats-Unis d'Amérique en 2010

Branche d'activités	Moyenne (Mds MGA)	Total (Mds MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Activités de fabrication	20,8	165,1	5	90,0	26,3
Construction et BTP	-13,3	-1,4	1	-0,8	5,3
Commerce	0,0	0,0	1	0,0	5,3
Transports, auxiliaires de transport	0,6	0,6	1	0,3	5,3
Activités financières	3,9	19,2	5	10,5	26,3
Immobilier, location et services aux entreprises	0,0	0,0	2	0,0	10,5
TOTAL "hors extractives"	12,2	183,4	15	100,0	78,9
Activités extractives	0,0	0,0	4	0,0	21,1
Ensemble	9,7	183,4	19	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT.

En termes de stock d'IDE, malgré la baisse observée du nombre d'entreprises à intérêt américain dans les «Activités de fabrication», cette branche a bénéficié de 90,0% du stock d'IDE en provenance des Etats-Unis. En termes de moyenne, la taille des IDE au niveau des entreprises de cette branche reste importante avec un stock d'IDE de 20,8 milliards d'Ariary de moyenne par entreprise.

1.3. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers

Il est question, dans cette section, d'appréhender l'apport des entreprises à capitaux étrangers dans l'économie malgache, ainsi que l'impact des crises, particulièrement en termes de valeur ajoutée, base du PIB, et en termes de création d'emploi.

Tableau 12. Chiffre d'affaires, Valeur ajoutée et Emploi générés par les entreprises à investissement étranger durant l'année 2010

	Chiffre d'affaires (milliards d'ariary)					Valeur ajoutée (milliards d'ariary)					Emploi (Effectif)				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Entreprise d'IPF	44,2	20,2	2,2	1,2	0,4	13,0	8,1	0,6	0,1	0,0	1 230	490	200	143	36
Entreprise d'IDE	2 177,0	3 290,9	5 017,0	3 441,0	3 748,0	658,0	1 079,8	1 432,8	857,0	939,0	56 636	65 121	80 567	60 057	62 707
Dont Entreprise Affiliée	259,0	627,2	291,0	369,0	540,0	151,0	237,0	82,8	132,0	190,0	11 772	13 036	10 571	13 910	22 907
Filiale	1 810,0	1 922,3	4 060,0	2 520,0	2 680,0	480,0	607,2	1 160,0	523,0	556,0	37 167	29 111	47 348	32 095	27 693
Succursale	108,0	741,5	666,0	552,0	528,0	27,0	235,6	190,0	202,0	193,0	7 697	22 974	22 648	14 052	12 107
Ensemble	2 221,2	3 311,1	5 019,2	3 442,2	3 748,4	671,0	1 087,9	1 433,4	857,1	939,0	57 866	65 611	80 767	60 200	62 743

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

Le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises à investissement étranger est de 3 748 milliards d'Ariary en 2010 contre 3 441 Milliards d'Ariary en 2009, soit une hausse de 8,9%. Si l'on se réfère à l'année 2008, le chiffre d'affaires en 2009 a accusé une baisse de -31,4%. Cette diminution est due essentiellement à la crise sociopolitique au début de l'année 2009.

En 2010, si les filiales représentent près de la moitié de l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers, elles ont dégagé 71,5% du chiffre d'affaires total de ces entreprises. En ce qui concerne les entreprises affiliées et les succursales, elles ont enregistré respectivement 14,4% et 14,1% du chiffre d'affaires. Il est à noter que la part des entreprises affiliées a fortement augmenté par rapport à l'année 2009.

Les entreprises d'investissement étranger sont parmi les pourvoyeurs d'emploi à Madagascar. Cependant, les deux crises, à savoir la crise financière internationale et surtout la crise sociopolitique locale, ont eu des effets néfastes sur l'emploi. En effet, si près de 80500 emplois ont été créés en 2008, ils ont été de 60050 en 2009, soit une perte d'environ 20000 emplois. Il est à remarquer qu'en 2010, l'on a enregistré une légère hausse de 4,2%. Cette hausse est due principalement à la création d'emplois faite dans la branche « activité minière », plus précisément par Sherritt à Ambatovy.

En moyenne, les résultats montrent qu'en 2008 une entreprise affiliée emploie 90 personnes, une filiale aux environs de 195 personnes et une succursale autour de 113 personnes. Ces moyennes ont enregistré une baisse en 2010. Cette baisse est plus accentuée chez les entreprises de type succursale. En effet, en 2010, une entreprise affiliée emploie en moyenne 75 personnes, une filiale aux environs de 185 personnes et une succursale, 68 personnes. Ces chiffres indiquent que les entreprises affiliées sont plutôt classées dans la catégorie des petites et moyennes entreprises, et que l'on retrouve beaucoup plus de grandes entreprises parmi les filiales et les succursales.

La valeur ajoutée créée en 2008 a fortement diminué les années suivantes, 1 433 milliards d'Ariary en 2008 contre 857 milliards d'Ariary en 2009, pour l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers. Une reprise a été observée en 2010 (939 milliards d'Ariary), sans que le niveau de la valeur ajoutée de l'année 2008 soit atteint. Durant cette même année, 2010, 59,2% de la valeur ajoutée dégagée par l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers proviennent des entreprises filiales.

Tableau 13. Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail.

	Taux de valeur ajoutée					Productivité apparente				
	(En%)					(En Millions Ariary)				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Entreprise d'IPF	29,4	40,1	27,9	6,7	6,7	10,6	16,5	3,0	0,6	0,7
Entreprise d'IDE	30,2	32,8	28,6	24,9	25,1	11,6	16,6	17,8	14,3	15,0
Dont Entreprise Affiliée	58,3	37,8	28,5	35,8	35,2	12,8	18,2	7,8	9,5	8,3
Filiale	26,5	31,6	28,6	20,8	20,7	12,9	20,9	24,5	16,3	20,1
Succursale	25,0	31,8	28,5	36,6	36,6	3,5	10,3	8,4	14,4	15,9
Ensemble	30,2	32,9	28,6	24,9	25,1	11,6	16,6	17,7	14,2	15,0

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

Les entreprises à capitaux étrangers deviennent moins productives en 2009 et 2010 par rapport aux années 2007 et 2008. En effet, le niveau des réalisations de l'année 2010 donne un taux de valeur ajoutée de 25,1% et une productivité apparente de 15 millions d'Ariary.

Entre 2008 et 2009, on enregistre une baisse du taux de valeur ajoutée de -3,7 points et une diminution de la productivité apparente de -3,5 millions d'Ariary. Ainsi, la baisse du taux de valeur ajoutée indique une diminution de production des entreprises. Cette situation est due essentiellement à la baisse significative de cet indicateur pour les entreprises filiales.

Cependant, pour les entreprises affiliées et succursales, les taux de valeur ajoutée ont respectivement enregistré des hausses de 7,3 et 8,1 points. Et d'autre part, la hausse de la productivité apparente montre une performance à la hausse de la main d'œuvre, malgré les crises. Cette performance est surtout attribuée aux employés des entreprises affiliées avec une productivité apparente d'environ 35 millions d'Ariary pour les années 2010 et 2009 contre 28,5 millions d'Ariary en 2008. Il en est de même pour les entreprises succursales. Elles ont accusé une forte hausse de taux de valeur ajoutée, et une hausse modeste de productivité apparente de travail.

Tableau 14. Répartition du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée et de l'emploi par branche des entreprises à capitaux étrangers en 2010

Branche	Chiffre d'affaires	Valeur Ajoutée	Emploi
Agriculture	1,3%	0,9%	1,8%
Pêche	2,4%	1,0%	3,3%
Activités extractives	3,9%	2,2%	24,8%
Activités de fabrications	14,8%	14,7%	23,1%
Production d'électricité, d'eau et de gaz	1,0%	1,8%	0,2%
Construction et BTP	5,3%	14,8%	3,8%
Commerce	12,2%	6,3%	17,8%
Hôtels et restaurants	1,9%	0,8%	2,2%
Transports, auxiliaires de transport	2,5%	2,2%	3,3%
Activités financières	13,4%	27,7%	8,6%
Immobilier et services aux entreprises	6,0%	9,4%	8,2%
Distribution de produits pétroliers	20,3%	5,6%	0,8%
Télécommunication	14,8%	12,4%	1,8%
Autres	0,2%	0,2%	0,3%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

La structure de l'emploi par branche d'activité, quant à elle, montre l'importance des activités de fabrication et extractives. Ces secteurs emploient 47,9% de l'ensemble de la main d'œuvre exerçant dans les entreprises à capitaux étrangers. Il est à noter que la productivité apparente des activités de fabrication est plus élevée que celle des activités extractives, on peut donc avancer à priori la bonne qualité de la main d'œuvre industrielle. Après ces deux branches, se démarque la branche «commerce», qui devient plus importante en tant que pourvoyeurs d'emplois. Cette branche occupe les 17,8% de l'ensemble en 2010. A titre de repère, elle a enregistré 5,5% de l'ensemble en 2007. Viennent ensuite, les activités financières (8,6%), et Immobilier et services aux entreprises (8,2%).

Concernant la valeur ajoutée, la réalisation des entreprises exerçant dans les activités financières, les commerces, les constructions et BTP, et dans la télécommunication, représente plus de deux tiers de l'ensemble. Les activités de fabrication et la télécommunication contribuent respectivement à 14,7% et 12,4% de la valeur ajoutée totale en 2010.

Les entreprises de la branche « activités financières » continuent de se démarquer des autres par son taux de VA élevé (50%).

Quant aux entreprises de construction et de BTP, elles enregistrent des fortes hausse de taux de VA et de productivité apparente.

1-4. Environnement des affaires des entreprises d'IDE

Ce chapitre présente l'avis des dirigeants des entreprises malgaches à Investissements Directs Etrangers sur les questions de l'environnement des affaires à Madagascar. L'analyse qualitative vient ici en complémentarité de l'analyse quantitative des les chapitres précédents. Dans ce sens, son importance réside dans sa nature à pouvoir enrichir les divers résultats et hypothèses évoqués dans l'analyse quantitative, et ainsi, à permettre une vision plus large des entreprises à capitaux étrangers à Madagascar.

Le présent chapitre s'articulera en deux points : (i) les atouts et handicaps de Madagascar, et (ii) la situation actuelle des entreprises selon leurs dirigeants.

1.4.1. Atouts et handicaps de Madagascar

L'indicateur à suivre dans cette paragraphe est appelé «Solde d'opinion » C'est pour mieux synthétiser les opinions des dirigeants des entreprises malgaches à Investissements Directs Etrangers sur les questions de l'environnement des affaires à Madagascar.

Selon les dirigeants du secteur privé, sur dix facteurs, trois se sont soldés par un bilan positif à savoir le «Coût de la main d'œuvre», «l'infrastructure de télécommunication» et «les caractéristiques du marché»

En outre, plusieurs facteurs défavorisent l'environnement des affaires à Madagascar. Ceux qui sont liés directement à ses activités tel que le coût des matières premières ; et ceux qui sont liés aux procédures administratives : droit des affaires, la fiscalité. D'autres facteurs préoccupants sont à tenir en compte. Il s'agit de la stabilité politique et l'accès aux financements.

Tableau 15. Solde d'opinion des dirigeants sur quelques items

	Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
Coût de la main d'œuvre	158	2	41	88	27
Caractéristiques du marché	47	-1	12	24	12
Fiscalité	-102	-1	-21	-58	-22
Accès au financement	-122	-3	-35	-63	-21
Droit des affaires	-53	-2	-11	-37	-3
Infrastructure de transport	-126	-2	-35	-64	-25
Infrastructure de télécommunication	85	1	24	47	13
Stabilité politique	-255	-2	-66	-136	-51
Coûts des matières premières	-29	-2	-15	-6	-6
Disponibilité des fournisseurs locaux	-3	0	-3	-4	4

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

Par type d'entreprise, l'environnement des affaires est le plus défavorable du point de vue des Filiales, suivi des Entreprises affiliées puis des Succursales.

Les principaux atouts et faiblesses

Tableau 16. Les principaux atouts de Madagascar

	1 ^{er} atout	2 ^{ème} atout	3 ^{ème} atout	Ensemble
Coût de la main d'œuvre	69,8%	9,6%	5,6%	30,9%
Caractéristiques du marché	4,0%	30,9%	14,4%	16,0%
Fiscalité	1,8%	4,8%	8,3%	4,7%
Accès au financement	1,8%	7,6%	6,9%	5,3%
Droit des affaires	0,7%	2,0%	9,7%	3,8%
Infrastructure de transport	0,7%	3,6%	5,6%	3,1%
Infrastructure de télécommunication	14,1%	20,9%	20,4%	18,2%
Stabilité politique	0,0%	0,8%	0,9%	0,5%
Coûts des matières premières	4,3%	10,8%	14,8%	9,6%
Disponibilité des fournisseurs locaux	2,9%	8,8%	13,4%	8,0%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

Le «coût de la main d'œuvre», caractéristique des pays en développement, est le facteur qui encourage les dirigeants des entreprises à capitaux étrangers à s'investir à Madagascar, 69,8% d'entre eux le confirment. Vient ensuite l'existence et la qualité de l'infrastructure de télécommunication (14,1%), suivi par les coûts des matières premières (4,3%) et les caractéristiques du marché (4,0%).

Tableau 17. Les principaux handicaps de Madagascar

	1 ^{er} handicap	2 ^{ème} handicap	3 ^{ème} handicap	Ensemble
Coût de la main d'œuvre	2,5%	1,9%	4,6%	3,0%
Caractéristiques du marché	2,5%	5,8%	5,5%	4,5%
Fiscalité	13,0%	21,2%	12,7%	15,6%
Accès au financement	6,9%	11,9%	16,9%	11,6%
Droit des affaires	2,5%	10,4%	9,3%	7,2%
Infrastructure de transport	4,3%	14,2%	15,2%	11,0%
Infrastructure de télécommunication	1,8%	3,5%	5,5%	3,5%
Stabilité politique	62,5%	15,4%	16,0%	32,4%
Coûts des matières premières	1,8%	9,6%	10,1%	7,0%
Disponibilité des fournisseurs locaux	2,2%	6,2%	4,2%	4,1%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

En ce qui concerne les faiblesses, la grande majorité des entrepreneurs (62,5%) précise que l'instabilité politique représente le facteur de blocage principal au développement de ses activités.

Ce facteur est suivi par la fiscalité 13,0% et le problème de l'accès au financement 6,9%.

1.4.2. Situation actuelle des entreprises selon les entrepreneurs

L'analyse sur le flux d'IDE précédemment a montré une baisse prévisible pour l'année 2010. En effet, les chefs d'entreprise sont restés méfiants du fait de la situation socio-politique durant cette année. La majorité des entrepreneurs situe leurs activités au même niveau qu'en 2009.

Tableau 18. Evolution des activités en 2010

	S'est amélioré	Est restée inchangé	S'est détériorée
La situation de votre entreprise	29%	38%	33%
La situation de votre secteur d'activité	18%	42%	40%

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

Néanmoins, 29% des entrepreneurs ont affirmé avoir enregistré une amélioration de la situation de leurs entreprises. Une amélioration du secteur d'activité dans lequel ils exercent a également été ressentie par 18% des dirigeants.

Quant aux facteurs entravant leurs activités, trois contextes sont majoritairement évoqués: l'environnement politique (85%), l'insuffisance de la demande (58%) et les contraintes financières (50%).

Tableau 19. Facteurs limitant le développement des activités au cours de l'année 2010

Facteurs	Effectif
Demande insuffisante	58%
Insuffisance d'un personnel que vous avez des difficultés à accroître	18%
Insuffisance de votre équipement ou matériel	23%
Des contraintes financières	50%
L'environnement politique	85%
Autres facteurs	39%
Sans objet (actuellement l'entreprise est en mesure de développer ses activités)	32%

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

CHAPITRE II : La production industrielle des entreprises à Investissements Directs Etrangers

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête relative à la production et à l'évolution de l'Indice de production Industrielle (IPI). L'analyse sera axée sur la structure du secteur industriel par division « Code CITI révision 3 »² et par nomenclature de synthèse, suivie des caractéristiques de l'indice de production industrielle.

2.1. Répartition des entreprises à Investissements Directs Etrangers

A la fin de l'année 2010, le secteur industriel manufacturier des entreprises à Investissements Directs Etrangers se divise à 63,2% d'Entreprises Filiales, à 18,4% d'Entreprises affiliées, à 17,2% d'Entreprises Succursales, et à 1,1% d'Entreprises IPF. Il est à noter qu'au cours de la phase de dénombrement de l'enquête, une (1) entreprise sur cinq (5) s'est déclarée être en faillite. Le tableau ci-dessous donne leur répartition à fin de l'année 2010.

Tableau 20. Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE en 2010

CITI Rev.3	Libellés	Entreprise				
		Ensemble	IPF	affiliée	Filiale	Succursale
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	8,0%	0,0%	25,0%	5,5%	0,0%
16	Fabrication de produits à base de tabac	2,3%	100,0%	0,0%	1,8%	0,0%
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	44,8%	0,0%	12,5%	49,1%	66,7%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	2,3%	0,0%	0,0%	3,6%	0,0%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	1,1%	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	1,1%	0,0%	0,0%	0,0%	6,7%
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	2,3%	0,0%	0,0%	1,8%	6,7%
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	16,1%	0,0%	25,0%	14,5%	13,3%
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2,3%	0,0%	6,3%	1,8%	0,0%
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,1%	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	4,6%	0,0%	6,3%	3,6%	6,7%
29	Autres machines et matériels	2,3%	0,0%	6,3%	1,8%	0,0%
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	1,1%	0,0%	0,0%	1,8%	0,0%
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	10,3%	0,0%	18,8%	10,9%	0,0%
Ensemble		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

² Classification Internationale Type des Industries

Dans l'ensemble, les industries de fabrication à Investissements Directs Etrangers à Madagascar sont restées autour de trois domaines d'activités : la « Fabrication de textiles et articles d'habillement » (44,8%), des « Produits chimiques-Produits pharmaceutiques-Corps gras» (16,1%) et la «Fabrication de produits alimentaires et boissons» (8,0%).

En analysant par type d'entreprise, seul le secteur d'activité « Fabrication de produits à base de tabac » a subsisté dans le type d'entreprise IPF. Pour cause, des actionnaires ayant détenu un faible taux de participation (moins de 10%) du capital social sont devenus résidents à Madagascar.

Les deux principales divisions autour desquelles sont orientées les activités des entreprises filiales à la fin de l'année 2010 sont la «Fabrication de textiles et d'articles d'habillements» (49,1%) et les «Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras» (14,5%). Le reste se répartit dans les autres divisions.

Quant aux succursales à Madagascar, la majorité des grandes entreprises se sont spécialisées dans le secteur de «Fabrication de textiles et d'articles d'habillement». Elles s'approchent du régime fiscal «Zone Franche».

Les entreprises affiliées sont constamment dominées par les branches d'activité «Fabrication de textiles et articles d'habillement» et «Produits chimiques-Produits pharmaceutiques-Corps gras» qui représentent plus de la moitié de l'ensemble.

2.2. Volume de la production industrielle

2.2.1. Volume de la production industrielle par division

Le volume de la production industrielle manufacturière à Investissements Directs Etrangers s'est élevé à environ 386,6 milliards d'Ariary en 2010. Le recul observé depuis le début de la crise se poursuit et a atteint une baisse de 22,9%, en 2010, après une baisse de 12,7% en 2009. Le tableau ci-dessous donne l'évolution du volume de la production industrielle par type d'entreprise.

Évolution du volume de la production industrielle (en milliards Ariary)

Type d'entreprise	Valeur (milliards d'Ariary)				
	2006	2007	2008	2009	2010
Entreprise d'IPF	0	18,6	15,9	3,5	2,8
Entreprise affiliée	14,8	23,2	37,2	77,8	102,9
Filiale	256,5	293	493,2	400,3	274,1
Succursale	17	32,7	28,7	20,4	6,7
Total	288,3	367,5	575,0	501,9	386,6

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT, (*) : Données provisoires

Dans le contexte de la crise politico-économique depuis 2009, la chute de la production industrielle a été enregistrée dans les types d'entreprises suivants: -20% pour les entreprises IPF, -31,5% pour les Filiales et -67,2%. Seules les entreprises affiliées ont maintenu une croissance positive de l'ordre de 32,2% pour l'année 2010. Ce recul est expliqué en quasi-totalité par la fermeture définitive et le changement de statut des actionnaires (devenus résidents à Madagascar) chez certaines entreprises. Même si la chute de la production a touché les entreprises filiales, elles ont contribué pour une part plus importante dans le volume de la production totale à Madagascar. Leur poids est de l'ordre de 70% du volume total de la production des entreprises IDE en 2010.

Dans l'ensemble, la structure du volume de la production des entreprises industrielles à capitaux étrangers dépend de celle de leur répartition. Les quatre divisions qui produisent la majorité du volume de la production en 2010 restent: la « Fabrication de textiles et articles d'habillements » pour 32,1% de la production, « Fabrication de produits alimentaires et de boissons » pour 23,3%, « Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » pour 18,8% et la « Fabrication de produits à base de tabac » pour 13,1%.

Les entreprises exerçant dans la division « Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a » représentent respectivement 10,3% de l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers mais ne dégagent que 1,1% du volume de la production totale.

Répartition du volume de la production industrielle par principale division et par type d'entreprise IDE en 2010

CITI Rev.3	Libellés	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	23,3%	0,0%	4,8%	31,0%	0,0%
16	Fabrication de produits à base de tabac	13,1%	100,0%	0,0%	17,4%	0,0%
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	32,1%	0,0%	16,1%	37,1%	84,4%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	10,2%	0,0%	8,9%	10,7%	15,6%
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,9%	0,0%	3,4%	0,0%	0,0%
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,3%	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	18,8%	0,0%	66,2%	2,0%	0,0%
29	Autres machines et matériels	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	1,1%	0,0%	0,6%	1,3%	0,0%
Ensemble		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

Ainsi à la fin de l'année 2010, pour les entreprises IPF, la division « Fabrication de produits à base de tabacs » fournit la totalité du volume de production. Pour les entreprises affiliées, 66,2% du volume de la production sont générés par la division « Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)», 16,1% de la division « Fabrication de textiles et articles d'habillements». Pour les entreprises filiales, le volume de production se concentre

dans la division « Fabrication de textiles et d'articles d'habillement », la division « Fabrication des produits alimentaires et de boissons » et la division « Fabrication de produits à base de tabac », représentant respectivement 37,1%, 31,0%, 17,4% du volume de production totale.

Enfin pour les entreprises succursales, la majorité du volume de production provient de la « Fabrication de textiles et d'articles d'habillement ». Elle a atteint un poids de 84,4% de volume de la production totale de ce type d'entreprises en 2010.

2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse

Etant donné qu'une entreprise manufacturière peut fabriquer un comme plusieurs groupes de produits, ce sous paragraphe traitera du volume de la production industrielle des Entreprises à Investissements Directs Etrangers suivant la nomenclature de synthèse. Cette nomenclature est catégorisée en quatre (4) groupes : i) les « Produits d'industries agricoles et alimentaires », ii) les « Biens de consommation », iii) les « biens d'équipement » et iv) les « Biens intermédiaires ».

Répartition du volume de la production industrielle par type d'entreprise, selon la nomenclature de synthèse en 2010

Code	Nomenclature de synthèse	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
	Volume de la production en milliards d'Ariary	386,6	2,8	102,9	274,1	6,7
EB	Produits d'industries agricoles et alimentaires	36,2%	100,0%	4,8%	48,3%	0,0%
EC	Biens de consommation	24,0%	0,0%	0,6%	33,7%	0,0%
C1	Habillement, cuir	22,9%	0,0%	0,0%	32,3%	0,0%
C2	Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C3	Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	0,0%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%
C4	Équipements du foyer	1,1%	0,0%	0,6%	1,3%	0,0%
EE	Biens d'équipement	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
EF	Biens intermédiaires	39,6%	0,0%	94,6%	17,9%	100,0%
F1	Produits minéraux	0,2%	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%
F2	Produits d'industries textiles	9,1%	0,0%	15,8%	4,8%	84,4%
F3	Produits en bois, papier ou carton	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
F4	Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	11,5%	0,0%	13,8%	10,7%	15,6%
F5	Métaux et produits métalliques	18,8%	0,0%	65,1%	2,0%	0,0%
	Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT

A la fin de l'année 2010, la production de l'industrie manufacturière n'atteint pas le niveau de la production industrielle de 2009 : 386,6 Milliards d'Ariary contre 501,9 milliards d'Ariary en 2009. L'activité de la production est néanmoins soutenue pour les entreprises filiales notamment dans le domaine «Produits d'industries agricoles et alimentaires ». Elles ont dégagé 34,2% du volume totale de la production des entreprises manufacturières.

Selon la nomenclature de synthèse, la production se répartit entre les «Biens intermédiaires » (39,6%), «Produits d'industries agricoles et alimentaires » (36,2%) et des « Biens de consommation » (24,0%).

La catégorie des « Produits d'industries agricoles et alimentaires » constitue le plus grand poste du volume de la production des entreprises IPF et des entreprises Filiales. Leur poids est de 100% pour les entreprises IPF et 48,3% pour les Filiales.

Dans le groupe de produits « Biens de consommation », les produits « Habillement, cuir » ont représenté 22,9% du volume total de la production. Les entreprises filiales sont les seuls producteurs de ce type de produit. D'ailleurs, pour ces entreprises, 32,3% du volume de leur production est composé de ces produit.

Quant aux «Biens intermédiaires», leurs poids sont induits par trois groupes de produits : les «Métaux et produits métalliques », les «Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique » et les «Produits d'industries textiles ». Ces trois produits ont respectivement représenté 18,8%, 11,5% et 9,1% du volume total de la production des industries manufacturières à Investissements Directs Etrangers. Les entreprises affiliées et les succursales sont spécialisées dans cette catégorie: pour les entreprises affiliées, 65,1% du volume des produits sont issus des «Métaux et produits métalliques». Quant aux entreprises succursales, les «Produits d'industries textiles» ont constitué plus de 80% du volume total de leur production.

2.3. L'Indice de production industrielle (IPI)

2.3.1. Méthodologie : Rappel

La présente édition des résultats d'enquête sur les investissements directs étrangers à Madagascar intègre une nouvelle méthodologie de calcul de l'IPI pour le suivi du secteur secondaire. Le changement structurel de l'économie malgache induit par les contextes économique et politique, que ce soit national ou international, mais aussi et surtout, de par leur nature³, la variabilité de la population des entreprises industrielles malgaches à caractère d'investissements directs étrangers amènent à la construction d'une nouvelle indice pour mieux refléter la réalité : « L'Indice en chaîne ».

Les indices construits antérieurement font référence à une base fixe, précisément celle de l'année 2006. Au fur et à mesure, les résultats des enquêtes ont montré que la population des entreprises à investissements directs étrangers est en perpétuel changement si bien que la référence par rapport à une base fixe devient rapidement désuète. Si l'IPI devrait ressortir une évolution conjoncturelle de l'économie, particulièrement du niveau de production du secteur secondaire, un tel aspect biaiserait la réalité économique, d'où la construction d'un indice à base mobile communément appelé sous le terme d'Indice en Chaîne⁴. Il s'agira alors, à chaque période, d'actualiser l'année de référence : l'indice calculé pour l'année 2009 fait référence à l'année 2008, celui de l'année 2010 fait référence à l'année 2009, et celui de l'année 2011 à l'année 2010. Et de manière générale, l'indice pour l'année n fait référence à l'année n-1.

Dans son interprétation, lorsqu'un indice pour une année n considérée est inférieur à la valeur 100, cela signifie un niveau de la production industrielle inférieur à l'année n-1.

Comme dans les éditions précédentes, la présente section sera subdivisée en deux points : (i) l'Indice de Production Industrielle par division et (ii) l'Indice de Production Industrielle par nomenclature de synthèse.

2.3.2. La structure du tissu industriel

Dans sa mesure méthodologique, l'Indice global de Production Industriel dépend de la structure du tissu industriel. A cet égard, cette dernière mérite une attention particulière pour permettre une vision élargie du dynamisme du secteur.

Le tableau ci-contre relate la variation structurelle du secteur industriel constitué par les Entreprises à Investissements Directs Etrangers entre la période 2008-2010. Il laisse apparaître l'impact des différents contextes et des politiques économiques entreprises au cours de cette période. En aval, des actions stratégiques peuvent être formulées et mises en œuvre pour parvenir à un point optimum pour l'économie malgache.

³ D'une période à une autre, une entreprise peut être identifiée comme étant une entreprise à Investissement Direct Etranger ou non selon sa propre stratégie

⁴ « Méthodologie de l'indice de volume en chaîne Fisher », Michel Chevalier, Statistique Canada

Evolution structurelle du tissu industriel

CODE CITI	LIBELLES CITI	Structure		
		2008	2009	2010
15	Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires	55,0%	12,6%	29,2%
16	Fabrication de produits à base de tabac	12,1%	17,9%	13,6%
17	Fabrication de textiles	6,3%	14,3%	7,3%
18	Fabrication d'articles d'habillements	11,3%	23,4%	20,4%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	0,0%	0,0%	0,0%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,1%	0,1%	0,0%
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,2%	0,2%	0,4%
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	-	-	0,1%
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	2,4%	5,1%	9,9%
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,2%	2,5%	0,9%
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	10,6%	18,3%	0,2%
28	Fabrication d'ouvrage en métaux	1,8%	5,5%	16,7%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication Non Classées Ailleurs	0,0%	0,1%	1,0%
37	Récupération	-	-	0,4%
Ensemble		100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT ((*) : Données provisoires)

L'année 2009 a été marquée par la crise politique. Son impact a été le rôle affaibli de la division « Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires » dans le dynamisme du secteur industriel, imputé à la baisse de la demande globale. Plus précisément, elle perd 42,4 points de pourcentage de 2008 à 2009, passant de 55,0% à seulement 12,6%.

Les résultats définitifs de l'enquête pour l'année 2010 ressortent un regain de positionnement de la division « Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires » mais à un niveau inférieur à la situation de 2008. Outre le temps de mise en œuvre des plans de redressement spécifiques à chacun des Industries de cette division, ce fait est lié à l'émergence d'autres activités au cours de l'année 2010, dont notamment dans les divisions « Fabrication d'ouvrage en métaux » et « Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras ». Respectivement, elles ont un poids de 16,7% et de 9,9% dans le tissu industriel pour l'année 2010.

2.3.3. L'Indice de Production Industrielle par division

L'Indice de Production Industriel est l'indicateur par excellence pour le suivi du tissu industriel. Il est construit pour capturer l'évolution réelle de la production en éliminant les effets Prix. Ainsi, il est calculé par rapport à un prix de référence d'une année dit année de base. Dans notre cas, il est rappelé que l'année de base est « mobile » pour prendre en compte de manière plus réaliste les changements structurels du tissu industriel. Autrement dit, au fur et à mesure que l'indice est calculé pour une année considérée, il s'en suit une mise à jour systématique de l'année de

base. Dans son interprétation, lorsqu'un indice pour une année n considérée est inférieur à la valeur 100, cela signifie un niveau de la production industrielle inférieur à l'année n-1.

Le tableau ci-dessous est le résultat de la dernière enquête menée auprès des Industries. Il s'agit de l'évolution semestrielle de l'indice par division de 2009 au premier semestre 2011.

Depuis le début de cette période, la production industrielle se retrouve à un niveau inférieur à celui de l'année de base. La situation des Industries d'après crise persiste jusqu'au premier semestre 2011. Si la production du premier semestre de l'année 2009 est de -15,0 % par rapport à l'année 2008, elle est de -7,6% au premier semestre de l'année 2010 par rapport à l'année 2009 et reste de -5,0% au premier semestre de l'année 2011 par rapport à l'année 2010. En somme, de l'année 2009 au premier semestre 2011, le secteur a accusé une baisse de -23,9% de la production par rapport à l'année 2008.

Evolution semestrielle de l'IPI par division (Année de référence (mobile) = 100)

CODE CITI	LIBELLES CITI	2009		2010		2011	
		1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem	1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem	1 ^{er} sem*	2 ^{ème} sem**
15	Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires	74,6	110,3	79,0	79,0	98,1	98,1
16	Fabrication de produits à base de tabac	127,7	40,1	115,5	109,5	101,2	101,2
17	Fabrication de textiles	76,2	77,1	116,6	129,4	121,0	119,4
18	Fabrication d'articles d'habillements	108,3	31,0	72,4	91,2	119,2	112,8
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	139,4	139,4	76,2	87,8	-	-
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	97,9	97,9	-	-	-	-
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	87,9	87,9	55,8	55,8	38,4	38,4
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	-	-	-	-	65,4	65,4
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	79,8	79,7	74,9	80,6	80,8	83,5
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	121,6	87,8	99,7	32,8	100,9	100,9
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	67,6	86,9	76,2	76,2	75,1	56,1
28	Fabrication d'ouvrage en métaux	105,9	170,2	139,9	139,9	51,8	50,7
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication Non Classées Ailleurs	98,6	90,2	98,5	103,6	120,0	158,4
37	Récupération	-	-	-	-	100,0	100,0
IPI		85,0	88,5	92,4	96,2	95,0	94,0

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT ((*): Données provisoires ; (**): Prévisions)

Il y a lieu de noter que le niveau de la production varie en fonction des différentes divisions que composent le secteur. Particulièrement pour l'année 2010 et l'année 2011, si certaines divisions tirent à la baisse le niveau général de l'indice, d'autres le tirent à la hausse. Des divisions telles que « Fabrication de produits à base de tabac » et « Fabrication de textiles » ont enregistré des croissances positives au cours de deux périodes consécutives (2010 par rapport à 2009 et 2011 par rapport à 2010). Il y a également lieu de constater qu'au cours du premier semestre

2011, plus d'une division ont connu des croissances positives durant le premier semestre 2011 par rapport à l'année 2010. Tels sont les cas des divisions « Fabrication d'articles d'habillements », « Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » et « Fabrication de meubles ; Activités de fabrication Non Classées Ailleurs ».

Quant au second semestre 2011, les prévisions font état d'une légère stagnation du niveau de la production par rapport au premier semestre.

2.3.4. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse

Selon leur utilisation, les biens produits par les entreprises peuvent être catégorisés en Biens de consommation destinés généralement à la consommation finale, et en Biens intermédiaires qui peuvent servir d'input pour d'autres unités de production. A côté, on peut aussi distinguer les Produits alimentaires et d'industries agricoles.

Le tableau ci-après donne un aperçu de l'évolution du niveau de production selon ces différents types de produits depuis l'année 2009.

Evolution semestrielle de l'IPI par nomenclature de synthèse

Nomenclature de synthèse	2009		2010		2011	
	1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem.	1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem.	1 ^{er} sem*	2 ^{ème} sem**
Produits d'industries agricoles et alimentaires	84,2	97,7	100,4	96,9	99,1	99,1
Biens de consommation	103,4	39,8	72,9	89,3	106,9	104,8
Habillement, cuir	108,4	31,2	72,4	91,2	119,2	112,8
Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	-	-	-	-	65,4	65,4
Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	79,8	79,7	74,9	80,6	80,8	83,5
Equipements du foyer	98,6	90,2	98,5	103,6	120,0	158,4
Biens intermédiaires	75,5	90,1	97,3	98,2	75,5	75,3
Produits minéraux	67,6	86,9	76,2	76,2	75,1	56,1
Produits d'industries textiles	76,2	77,1	116,6	129,4	121,0	119,4
Produits en bois, papier ou carton	91,3	91,3	42,2	42,2	38,4	38,4
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	83,8	80,5	83,1	64,9	82,5	84,9
Métaux et produits métalliques	105,9	170,2	139,9	139,9	51,8	50,7
IPI	85,0	88,5	92,4	96,2	95,0	94,0

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011, BCM/INSTAT ((*): Données provisoires ; (**): Prévisions)

Par rapport aux types de produits, il est constaté une hausse de la production des « Biens de consommation » de +6,9% au cours du premier semestre 2011 par rapport à l'année 2010. Quant aux produits de l'Industrie Agro-alimentaire et les Biens intermédiaires, le contexte conjoncturel actuel est encore défavorable aux yeux de leurs

producteurs. En effet, la demande en ces catégories de biens ne leur est pas suffisamment incitative pour élever le niveau de la production, à l'exception de celle des Produits d'industrie textiles.

2.4. Les coûts de production des entreprises

Pour l'analyse des coûts de production des entreprises industrielles, cinq types de consommations intermédiaires sont considérés : (i) les Matières premières et intrants, (ii) l'Energie et eau, (iii) les Recherches et Développement, (iv) les Prestations de services industriels, et (v) tout autres services tels que les transports de marchandises et entreposage des biens, les frais de télécommunication, de location et d'assurance, les services d'entretien et de réparations. En outre, une analyse temporelle permet d'apprécier l'impact d'une hausse sur la performance des entreprises et/ou le niveau général des prix.

Les coûts de production des entreprises dépendent fortement des secteurs d'activité dans lesquels elles sont actives, en raison de la nature des intrants utilisées. Des facteurs d'ordre contextuel en général, et d'ordre économique en particulier, ont également des influences sur les coûts de production d'une entreprise.

Le tableau suivant donne un aperçu du niveau des coûts de production des Entreprises à Investissements Directs Etrangers à Madagascar moyennant l'indicateur « Indice de production par unité de coût ».

Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité

Code CITI	Activité	2008	2009	2010	1er sem. 2011*
15	Industrie de boisson et Fabrication de produits alimentaires	1,11	0,87	0,99	0,98
16	Fabrication de produits à base de tabac	1,3	1,25	1,51	1,55
17	Fabrication de textiles	1,86	1,45	1,46	1,57
18	Fabrication d'articles d'habillements	2,53	1,48	1,02	1,08
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,84	0,87	-	-
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	0,87	1,7	1,28	1,37
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1,12	1,23	1,18	1,17
28	Fabrication d'ouvrages en métaux; travail des métaux	-	-	1,32	1,32
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	-	-	2,56	1,69
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	1,67	2,59	0,86	0,82
Ensemble		1,4	1,27	1,15	1,17

Source : Enquête IDE/IPF 1s2011-BCM/INSTAT ((*) : Données provisoires)

Dans l'ensemble, le coût de production s'est renchéri depuis le début de la crise. Pour une unité de coût, la production est juste de 1,15 au cours du premier semestre 2011 contre 1,4 en 2008. Le résultat est dans le même ordre pour les données définitives de l'année 2010.

Dans le jeu de la concurrence, chaque industrie a sa propre stratégie de production pour dégager le maximum de profit avec le minimum de coût. Cependant, de telle maximisation est confrontée à la spécificité des biens produits si bien que certains secteurs obtiennent un meilleur résultat. Ainsi, dans la division « Fabrication de produits à base de tabac », une unité de coût de production permet d'obtenir 1,5 unités de production en 2010 s'il est inférieur à l'unité dans certaines divisions comme « Industrie de boisson et Fabrication de produits alimentaires ». D'ailleurs pour la première division, le taux d'accroissement de la production par unité de coût est de 20,8% par rapport à l'année 2009.

Par rapport à la structure des coûts de production des entreprises, les quatre (4) dernières années d'observation laissent une structure plus ou moins inchangée, dominée par les Intrants et les achats de service tels que les Transport de marchandises et entreposage des biens, la Télécommunication, les Frais de location et de location à bail, les Achats de services d'entretien et de réparations. De manière générale, ces résultats font signe d'un même comportement des Industries quelque soit la conjoncture.

Structure des coûts de production des entreprises

Charges liées à la production	2008	2009	2010	1 ^{er} sem. 2011*
Intrants	75,7%	69,4%	71,4%	71,1%
Energie et Eau	5,3%	7,7%	7,0%	7,2%
Recherche et développement	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Achats de prestations de services industriels	2,1%	5,6%	5,7%	6,2%
Autres achats de services	16,7%	17,2%	15,8%	15,4%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF-1s2011 BCM/INSTAT ((*) : Données provisoires)

ANNEXES

Annexe 1 : Méthodologie d'enquête

I. Objectifs de l'enquête

L'objectif général vise à doter l'économie malgache de statistiques fiables et à jour sur les investissements étrangers. L'objectif spécifique du système d'enquête permanente est de mesurer le niveau des investissements étrangers au sein des entreprises résidentes à Madagascar provenant d'agents économiques non-résidents.

Ainsi, ces statistiques mesurent :

- Le stock des avoirs et engagements financiers étrangers,
- Le flux d'investissement résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau de ces avoirs et engagements,
- Le stock des capitaux détenus par des non-résidents et le flux net d'investissement, résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau des avoirs et engagements.

II. Concepts et définitions

L'investissement international est composé de l'investissement direct étranger (IDE), de l'investissement de portefeuille (IPF) et des autres investissements.

- Définition de l'investissement direct avec l'étranger :

L'ensemble des ressources (apports au capital social ou Bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est-à-dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

- Définition de la relation d'investissement direct avec l'étranger :

Tout lien direct ou indirect entre un résident de Madagascar et une entreprise établie sur un territoire étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur du territoire de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident -l'investisseur direct - d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée - l'entreprise d'investissement direct - et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une présomption de l'existence d'une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER (IDE)

L'IDE désigne « les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte » (FMI)⁵.

Ainsi, les capitaux d'IDE sont composés de :

- Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou
- Capitaux reçus de cette entreprise par l'investisseur.

Pour l'économie (Madagascar) où l'investissement est effectué, ces capitaux comprennent les apports de fonds directs de l'investisseur direct et ceux qui proviennent d'autres entreprises apparentées au même investisseur direct.

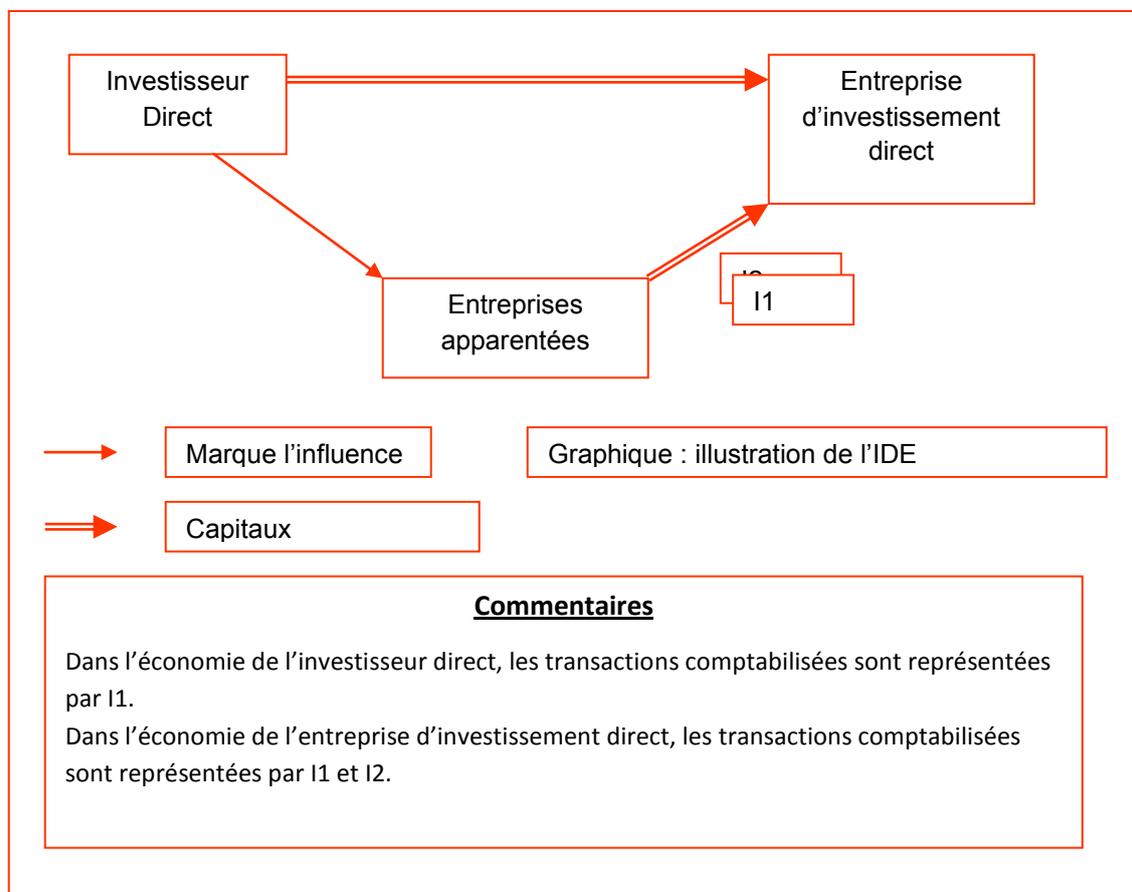
Pour l'économie de l'investisseur direct, ces capitaux comprennent uniquement les fonds fournis par l'investisseur résident ; ils ne comprennent pas les fonds reçus d'autres sources grâce à l'intervention de l'investisseur direct ou dont ce dernier garantit le remboursement (par exemple les prêts accordés par des tiers à une entreprise d'investissement direct constituée en société).

⁵ Fonds Monétaire International : Manuel de la Balance des Paiements – Cinquième édition 1993

L'IDE désigne l'ensemble des ressources (apports au capital social ou Bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est à dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

La relation d'investissement direct avec l'étranger désigne tout lien direct entre un résident de Madagascar et une entreprise établie à l'étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident investisseur direct, d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée (entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.



Les transactions des capitaux d'investissement direct se décomposent en :

i) Capital social : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,

ii) Bénéfices réinvestis : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,

iii) Autres transactions d'investissement direct : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe), couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits-fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

Entreprise d'investissement direct

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct qui est résident hors de Madagascar **détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote** (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte).

Les entreprises d'investissement direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que :

i. Filiales : un investisseur non résident détient plus de 50% du capital ;

ii. Entreprises affiliées : un investisseur détient au maximum 50% du capital ;

iii. Succursales, filiales à 100% ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

Investisseur direct

L'investisseur direct peut être une personne physique, une entreprise publique ou privée dotée ou non d'une personnalité morale distincte, un groupe de personnes physiques ou d'entreprises qui sont associées, un gouvernement ou un organisme officiel, une succession, un trust ou une autre structure analogue, qui possède une entreprise d'investissement direct dans une économie (Madagascar) autre que celle dont l'investisseur direct est résident. Les membres d'un groupe d'associés constitué par des personnes physiques ou des entreprises sont réputés, du fait que leur part globale du capital est égale à 10% ou plus, avoir sur la gestion de l'entreprise une influence analogue à celle d'un particulier ayant une participation du même ordre de grandeur.

Entreprises apparentées

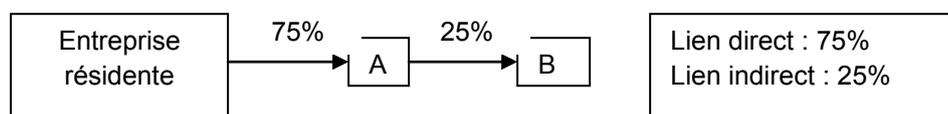
Il s'agit d'entreprises qui appartiennent à une même Société mère ou encore qui sont membres d'un même groupe multinational sans avoir nécessairement de liens de participation directs ou indirects entre elles.

Liens directs et indirects

On parle de lien direct lorsqu'un investisseur direct étranger détient directement une entreprise d'investissement direct.

On parle de lien indirect lorsqu'un investisseur direct étranger détient une filiale/société affiliée qui elle-même détient directement ou indirectement une entreprise d'investissement direct.

Exemple :



INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE (IPF)

Les IPF comprennent, outre les titres de participation et les titres d'emprunt sous forme d'obligations et autres titres d'emprunt, les instruments du marché monétaire, ainsi que les produits financiers dérivés tels que les options. En sont exclus tous les instruments précités qui figurent aux rubriques investissements directs et avoirs de réserve.

Les principaux éléments des IPF, dans les avoirs comme dans les engagements, sont les titres de participation et les titres de créance, qui sont les uns et les autres négociés (ou négociables) sur des marchés financiers organisés et sur d'autres marchés de capitaux.

Les titres de participation sont tous les instruments et documents reconnaissant à leurs porteurs des droits sur la valeur résiduelle des actifs des entreprises constituées en sociétés, après règlement de tous les créanciers, en cas de liquidation de la société.

Les titres de créance comprennent i) les obligations, les autres titres d'endettement,..., ii) les instruments émis sur le marché monétaire ou les titres de créance négociables et iii) les produits financiers dérivés ou instruments secondaires, tels que les options, qui normalement n'atteignent pas le stade de la livraison effective et sont utilisés à des fins multiples : couverture des risques, placement ou commerce.

AUTRES INVESTISSEMENTS

Il s'agit des opérations sur actifs et passifs financiers d'une économie qui ne figurent ni dans la rubrique « Investissement directs » ni dans celle « Investissement de portefeuille ».

Les autres investissements sont répertoriés d'abord par instrument et ensuite par secteur. Pour cette enquête, il s'agit d'une évaluation des autres investissements faits par les secteurs autres que banques. Ces autres investissements concernent donc :

- i) Les crédits commerciaux entre entreprises résidentes et non résidentes : recouvrent les créances et engagements créés du fait du crédit accordé directement par les fournisseurs et par les acheteurs pour les transactions portant sur des biens et services ;
- ii) Les prêts et emprunts entre entreprises résidentes et non résidentes : comprennent les avoirs financiers créés par l'action d'un créancier (le prêteur) qui prête directement des ressources à un débiteur (l'emprunteur) ;

- iii) Les placements auprès des établissements financiers non résidents ;
- iv) Les autres avoirs et autres engagements : couvrent tous les éléments autres que les prêts, les crédits commerciaux et les placements. Par exemple les souscriptions au capital des organisations internationales non monétaires figurent sous cette rubrique, tout comme divers produits à recevoir et charges à payer.

STOCKS ET FLUX D'INVESTISSEMENT

Le stock d'investissement est la situation ou le montant des investissements faits par une unité de production à une date donnée T.

Le flux d'investissement concerne les mouvements, les modifications de la valeur des investissements faits par une unité de production durant une période donnée (t_0 et t_1).

III. Couverture de l'enquête

L'enquête porte globalement sur chaque relation d'investissement direct liant une entreprise d'investissement direct et un non-résident.

Elle consiste à collecter les données des différentes composantes constitutives des investissements étrangers.

Elle permet également la collecte des informations complémentaires relatives à l'activité, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'effectif du personnel, de manière à mieux circonscrire le « comportement » de l'entreprise d'investissement direct.

IV. Champ de l'enquête

Le champ de l'enquête est défini principalement par la prise de participation des étrangers au niveau du capital social des entreprises. Toutes les entreprises organisées sont retenues dans le champ de cette enquête.

Ensuite, un traitement a posteriori de la phase de collecte a été effectué pour identifier les entreprises ayant répondu aux critères d'éligibilité d'entreprise d'investissement étranger.

Ainsi, cette enquête concerne les grandes entreprises formelles, c'est-à-dire celles qui ont des numéros statistique et d'identification fiscale (NIF) à Madagascar. Elle porte sur toutes les entreprises éligibles de tous les secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) et couvre les 12 branches d'activités suivantes :

- Agriculture, chasse et sylviculture,
- Pêche,
- Industries extractives,
- Activités de fabrication,
- Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz,
- Construction,
- Commerce,
- Hôtels et restaurants,
- Transports, entreposage et communications,
- Intermédiation financière,
- Immobilier, location et activités de service aux entreprises,
- Autres Branches.

N.B. : La collecte des données sur les institutions financières (notamment les banques primaires et les institutions de micro-finance) portant sur le stock de capital social et les Bénéfices réinvestis a été effectuée par la Banque

Centrale. En ce qui concerne les entreprises qui ont refusé de répondre aux questionnaires, l'INSTAT a utilisé certaines données issues du fichier du Répertoire National des Établissements et celles des comptes nationaux. La compilation et le traitement des informations ont été réalisés par l'INSTAT.

V. Unité Statistique

L'unité statistique considérée par l'enquête est « l'Entreprise », et non les établissements pour les raisons suivantes : i) la comptabilité des établissements est consolidée au niveau des entreprises ; ii) les décisions d'investissement sont prises au niveau de l'entreprise ; iii) et donc les réponses aux questions relèvent de la compétence des chefs d'entreprise.

VI. Couverture Géographique

L'enquête s'adresse à toutes les entreprises éligibles sur l'ensemble du pays afin d'assurer une meilleure évaluation des IDE et des IPF au niveau national.

Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI)

Variables de calcul

- T : désigne la période courante de calcul de l'indice. $t = 0$ la période de référence des données annuelles collectées lors de l'enquête de base,
- E : désigne une entreprise,
- C : désigne un poste de la nomenclature CITI4 à 4 positions (activité)
- B : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)
- a : désigne un article
- Q : désigne les quantités produites
- P : le prix unitaire
- $V=QP$: la valeur des quantités vendues
- Tx_e : représente le taux d'extrapolation de l'entreprise e représentant son poids dans le niveau c (et éventuellement corrigé manuellement pour tenir compte des défauts de l'échantillonnage).

Données initialement requises

- $P_{0,b,c,a,e}$: prix d'un article a du niveau c CITI4 pratiqué par l'entreprise e à l'année de base 0
- $Q_{0,b,c,a,e}$: quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e à l'année de base 0
- $V_{0,b,c,a,e}$: valeur d'un article a du niveau c CITI4 produite dans l'entreprise e à l'année de base 0
- $Q_{t,b,c,a,e}$: quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e durant la période courante t
- $\omega_{0,b,c}$ = $V_{0,b,c} / \sum (V_{0,b,c})$ pondération des indices élémentaires pour agréger les postes CITI4 en CITI2
- $W_{0,b}$ = $VA_{0,b} / \sum (VA_{0,b})$ structure valeur ajoutée des branches en 2000 servant de pondération pour agréger les indices CITI2 en IPI.

Procédure de calcul

a)- 1^{er} niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI4 .

$$V_{0,c,e} = \frac{1}{4} * \sum_0 (V_{0,c,a,e} = Q_{0,c,a,e} * P_{0,c,a,e}) \text{ des articles } a \text{ au niveau } c \text{ de CITI4 de l'entreprise } e \text{ à l'année de base } 0$$

$$V_{t,c,e} = \sum (Q_{t,c,a,e} * P_{0,c,a,e}) \text{ production en volume de l'entreprise } e \text{ pour } c \text{ à } t \text{ au prix de l'année de base } t$$

b)- 2^{ème} niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI4

$$V_{0,c} = \sum (V_{0,c,e} * tx_e) \text{ extrapolées des articles du niveau } c \text{ de CITI4 des entreprises } e \text{ à l'année de base } 0$$

$$V_{t,c} = \sum (V_{t,c,e} * tx_e) \text{ extrapolées des articles du niveau } c \text{ de CITI4 des entreprises } e \text{ à la période courante } t$$

c)- Calcul de l'indice élémentaire au niveau CITI4 et agrégation en CITI2

$$I_{t,act} = I_{t,c} = (V_{t,c} / V_{0,c}) * 100$$

$$I_{t,br} = \sum (I_{t,c} * \omega_{0,c}) = \sum ((V_{t,c} / V_{0,c} * \omega_{0,c}) * 100)$$

d)- Calcul de l'indice général synthétique IPI des indices de niveau CITI2

$$IPI = \sum (I_{t,br} * W_{0,b})$$

Annexe 3 : Méthode de calcul de l'indicateur de production par unité de coût

Variables de calcul

- t : désigne la période courante de calcul de l'indicateur.
 e : désigne une entreprise,
 b : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)
 a : désigne un article
 Q : désigne les quantités produites
 P : le prix unitaire, sortie usine, hors taxe
 $V=QP$: la valeur des quantités vendues, sortie usine, hors taxe
 C : désigne le coût de production de la quantité Q produite
 I : Indicateur de production par unité de coût

Données initialement requises

- $P_{t,b,a,e}$: prix d'un article a du niveau b CITI2 pratiqué par l'entreprise e à l'année t
 $Q_{t,b,a,e}$: quantité d'un article a du niveau b CITI2 produite par l'entreprise e à l'année t
 $V_{t,b,a,e}$: valeur d'un article a du niveau b CITI2 produite dans l'entreprise e à l'année t
 $C_{t,b,a,e}$: coût d'un article a du niveau b CITI2 produite dans l'entreprise e à l'année t

Procédure de calcul de l'indicateur de Production par unité de coût

- a)- 1^{er} niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI2

$$V_{t,b,e} = \sum (Q_{t,b,a,e} * P_{t,b,a,e})$$

$$C_{t,b,e} = \sum C_{t,b,a,e}$$

b)- 2^{ème} niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI2

$$V_{t,b} = \sum V_{t,b,e}$$

$$C_{t,b} = \sum C_{t,b,e}$$

c)- Calcul de l'indicateur de production par unité de coût au niveau du poste de la nomenclature CITI2 et de l'indicateur moyen

$$I_{t,b} = V_{t,b} / C_{t,b}$$

$$I_t = \sum V_{t,b} / \sum C_{t,b}$$